



Maghreb Canada Express

ÉDITION MAGAZINE

BESOIN D'UNE HYPOTHÈQUE?

Contactez-nous pour :

- Obtenir une pré-qualification
- Acheter avec DS comptant*
- Renouveler votre hypothèque
- Refinancer votre hypothèque
- Consolider vos dettes

Une façon intelligente d'obtenir une hypothèque.

* Certaines conditions s'appliquent
** Hypothèques résidentielles

Badre Izouggaghen & Inc.
Agent immobilier affilié
Conseiller en Financement Hypothécaire

INTELLIGENCE HYPOTHÉCAIRE
Service personnalisé

Cell.: (514) 991-7738 (577) 775-3324
Courriel : izouggaghen.b@intelligencehypothecaire.ca

SALAM SALAD

ABDEL SALEH EL WERFALLI PREND SOIN DE VOTRE VOITURE.

Services Auto & Mécanique Générale

- Electronique Diagnostics, Complete Car Care,
- Entretien complet de votre véhicule;
- Européennes, Japonaises, Américaines.

1446, Rue Beatty, Loc. 4, St-Hubert (Qc), J4Z 1A3
Tél.: 450-490-8884, Cell: 514-602-4323 Fax: 450-462-8822

SAFA VOYAGES

1400, Avenue Ouest, suite 245, Montréal (Qc) H4N 1C9

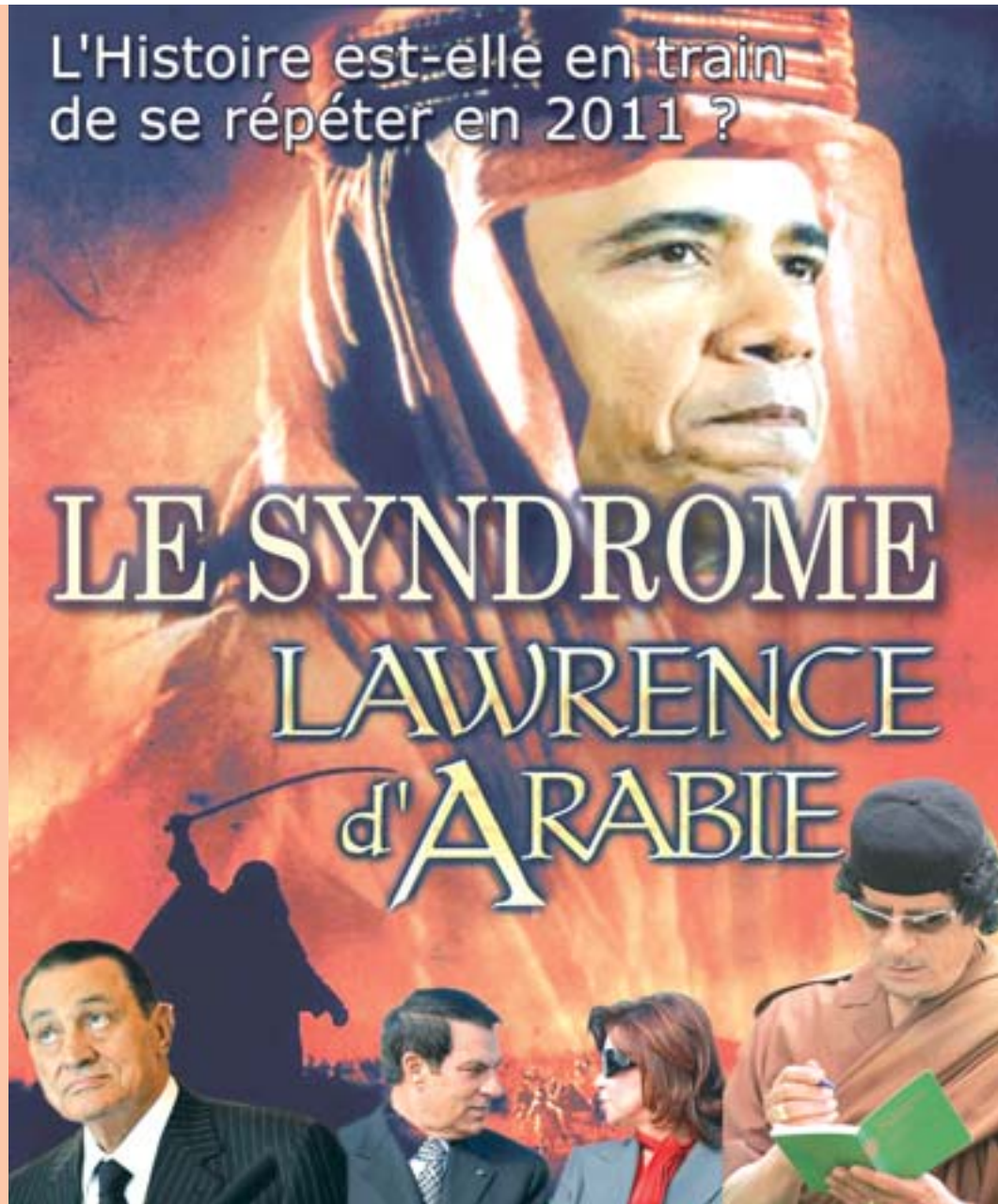
Toutes destinations. Réservations garanties. Services de voyages. Services touristiques.

Meilleurs tarifs pour le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et le Moyen Orient.

اختصاصي في اسفار العمرة والحج

TOUTES SORTES DE VISAS POUR L'ARABIE SAOUDITE

Tél.: (514) 332-0137 ou 1-877-323-4616
Fax: (514) 332-8299
info@safatravel.com http://www.safatravel.com



DALMA IMMIGRATION

Compétence, intégrité et expérience à votre service depuis 1989

Daniel Wafette, Président
Membre de la Société Canadienne de l'Immigration
Ancien haut fonctionnaire du Ministère de l'Immigration du Québec

Canada

- * Résidence permanente
- * Travailleurs qualifiés;
- * Regroupement familial;
- * Gens d'affaires

AFRIQUE

Immigration permanente gratuite!

Adresse: 390, Notre-Dame Ouest, suite 400, Montréal (Qc) H2Y 1T9 - Canada
Courriel: info@dalma.ca
Tél.: (514) 962-9584 Fax: (514) 962-0895

www.dalma.ca

Sommaire...



Mohammed VI et Bourflika
(Page 13)



M. Lotfi (Pages 12, 14 et 15)



K. Benkirane (Page 8)

LE SYNDROME DE LAWRENCE D'ARABIE

- ◆ L'Occident et la richesse Halal.....Pages 4
- ◆ Maroc : Entre le marteau de l'islamisme et l'enclume de la gauche.....Pages 5 à 7
- ◆ Point de vue : Le soulèvement en Libye et les mains liées de l'occident.....Page 8

MAROCAINS DU MONDE

- ◆ Marocains retraités résidant à l'étranger: Ceci vous intéresse.....Page 9

QUÉBEC / IMMIGRATION

- ◆ Un projet novateur d'intégration en emploi Page 10

TRIBUNE LIBRE

- ◆ La France, l'Angleterre et les U.S.A réforment certains dirigeants arabes.....Page 11

MAGHREB

- ◆ Maroc : Un moment de silence.....Page 12
- ◆ Les relations Algérie-Maroc en voie de réchauffement.....Page 13
- ◆ L'enfer est pavé de bonnes intentions.....Pages 14-15
- ◆ Le point sur la situation en Tunisie.....Page 16
- ◆ Coopération algéro-américaine en matière de sécuritéPage 19
- ◆ Brèves du Maghreb.....Page 28

COURRIER DES LECTEURS

- ◆ Le Maroc, une dictature ?.....Page 20

VIE COMMUNAUTAIRE

- ◆ Programme d'action 2011 de la fondation Tarik EssalamaPage 21
- ◆ Compte Rendu de l'assemblée générale du CCMQ.....Page 22

PAGES CULTURELLES

- ◆ Ce calendrier berbère controversé !.....Page 24

NOTRE PETIT VILLAGE, LA TERRE !

- ◆ Stéphane Hessel le Magnifique..... Pages 26-27

PAGES SPORTIVES

- Football, l'opium des Peuples.....Page 29
- Algérie - Maroc: La diplomatie pas le foot.....Pages 30 et 31

Pour si peu que \$ 3,⁷⁵ par mois, recevez Maghreb Canada Express, à domicile ou à votre bureau !

Le Mensuel "Maghreb Canada Express" est devenu, un Magazine: Plus facile à lire et à archiver. Mais aussi plus coûteux pour nous ! Pour le recevoir chez vous, des frais annuels de 45 \$, toutes taxes comprises, sont demandés (Vous recevrez 12 numéros par année). Votre contribution servira à couvrir les frais de gestion et d'envoi par la poste (courrier ordinaire) et nous laissera un bénéfice d'environ 2 dollars par abonné et par mois: Ce qui nous aidera à maintenir la qualité du produit et du service..

Si vous aimez ce que nous faisons, souscrivez à cet abonnement de soutien en nous envoyant votre adresse postale par courriel à : elfouladi@videotron.ca : Le numéro du mois courant vous sera envoyé, accompagné de votre facture annuelle détaillée et contenant les modalités de paiement.

Le syndrome de Lawrence d'Arabie



A. El Fouladi

Albert Einstein aurait écrit que «les États Unis passeront de la barbarie à la décadence sans jamais connaître la civilisation». Il aurait pu ajouter, s'il avait assisté à

cette accélération soudaine de l'histoire, que «le Monde Arabe, passera de la dictature au chaos, sans jamais connaître la démocratie».

La démocratie chez les pays arabes ? D'accord. Mais à condition qu'elle s'arrête là où commencent les intérêts «démocratiques» de l'occident en général, et ceux de l'Oncle SAM en particulier dans la région; Intérêts qui riment avec «Or noir»; Somme toutes, la malédiction de la région ! Les exemples sont nombreux et récents; La frustration grande et l'espace, réservé à cet édito, petit pour les passer tous en revue !

Mais à quoi bon ? Les Américains ont beaucoup appris depuis le va-t-en-guerre Bush Premier. Et ils auraient appris ces derniers temps que leur guerre contre le terrorisme, non seulement elle est loin d'être gagnée, mais elle est en train de dresser la Rue Arabe contre eux.

Scénario plausible: Les Machiavels ont travaillé dur et sont arrivés à la conclusion qu'il faut punir les alliés, grassement subventionnées sans faire pour autant leur devoir, et récupérer la rue avant qu'il ne soit trop tard.

Il faut donc appeler un chat un chat, et l'ancien allié fidèle, un dictateur, tout en affichant haut et fort l'appui aux victimes du despote. Et ce serait ainsi que Ben Ali s'est trouvé les fers en l'air. Moubarak est parti le rejoindre et le système, déjà mis en place, a pris la relève: Le «changement dans l'immobilisme»; Une théorie qui aurait fait le bon-

heur du défunt et *ingrat* Albert vis à vis de ceux qui l'ont reçu et lui ont permis de voir ses théories se transformer en bombe garante de la démocratie et de la liberté... Celle de défendre librement ses intérêts partout à travers le monde.

Car aucune démocratie ne saurait résister quand on n'a pas l'arme absolue pour la défendre !

La démocratie chez les Arabes ? Il y a de quoi rire mais le cœur n'y est pas, quand on sait que le plus sophistiqué de leurs avions ne peut voler sans une huile spéciale pour les réacteurs, fournie, en compte goûtes, par le constructeur ! Ceci sans parler des systèmes informatiques qu'on peut facilement piéger ou des options haute gamme manquantes. Quant à leur armes, nous ne connaissons aucun pays assez suicidaire pour leur en fournir les munitions le jour où ils décideront de n'en faire qu'à la tête de leurs démocrates !

Continuons le scénario : Les américains seraient en train de faire ce qu'ils auraient dû faire avec Saddam: Laisser la Rue, ce corps sans tête, faire le travail à leur place. De deux choses l'une: 1) La Rue pourrait permettre à une tête docile de prendre les commandes, quitte à demander une intervention militaire «amie». Et là, tout est au mieux dans le meilleur des mondes. Ou 2) la rue n'en fera qu'à la tête qu'elle n'a pas. Et là, la laisser détruire tout sur son passage jusqu'à ce qu'elle tombe d'épuisement!, pour entrer ensuite faire de l'aide humanitaire politico-militaire et économiser toute une guerre !

Lawrence d'Arabie serait en train de se retourner dans sa tombe de jalousie !

A. El Fouladi

© Une production
MAGHREB CANADA EXPRESS
"D'un Continent à l'autre"
www.maghreb-canada.ca
ISSN 1708-8674
Dépôt légal: 2550843

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Abderrahman El Fouladi, Ph.D.
elfouladi@videotron.ca

Contact et publicité:
info@maghreb-canada.ca
Tel. (514) 576-9067

Chroniqueurs:
Mostafa Benfarès, Ph.D.
(Canada)
Yassine El Fouladi, B.Sc.
(Canada)
Salaheddine Lemaizi, Journaliste
(Maroc)
Mustapha Bouhaddar, Écrivain
(France)

Infographie:
Abderrahman El Fouladi

Impression:
Les Presses du Fleuve

Maghreb Canada Express est un mensuel gratuit publié au Canada, depuis le 1er juillet 2003. Il est le seul à être distribué aussi bien à Montréal que dans la ville de Sherbrooke (Estrie).

L'Occident et la richesse Halal

Le syndrome de Lawrence...

Les politiques occidentales dans le monde arabe ainsi que leurs pendants en missions commerciales, n'ont jamais été contre le label Halal puisqu'ils consomment allégrement et sans retenues, les richesses bénies des pays agenouillés par fortes soumissions et avec l'aide de leurs hommes de main.



Pa r Majid Blal, Écrivain
majidblal@hotmail.com

Depuis la découverte du pétrole, le monde arabe n'est plus qu'une immense station service en plein désert de droits, de respect et de dignité.

Les pays colonisateurs ainsi que les nouvelles puissances n'ont négligé aucun stratagème pour se servir dans cette manne rendue puante par tant de sang, d'oppression et d'exploitation éhontée. Immonde par tant de promesses non tenues, par des politiques coloniales où le Realpolitik n'est rien qu'une méthode systématique et systémique de justifier l'hypocrisie.

Long processus pour entretenir le constant désir, devenu viscéral, de dominer les peuples et les populations impuissantes et surtout de faire des affaires " Ce n'est pas personnel, c'est juste du business " Capiche paisano ?

**Ton destin est ainsi c'est écrit...
Mektoub mon frère !**

Populations Arabes, a qui on tricoté un destin de sous-hommes et qu'on a parqué dans le grenier de la fatalité. On leur a tressé un raisonnement sur mesure de passivité puis on leur a écrit un parcours-argumentaire sur le par-

chemin du Mektoub. On s'est bien efforcé, de lobotomiser leur volonté d'éducation, d'émancipation et de réalisation de soi comme individu et comme entité par injection sous cutanée de l'adage " Quand le temps n'arrange pas les choses, il attend qu'on s'y habitue " Amen...

Et quand cela ne suffisait pas, on fait appel aux gérants des succursales pour amender les doléances par la peur, la corruption, la misère, l'ignorance...

Des gérants de succursales qui on fait de la citation de Napoléon Bonaparte une règle immuable, universelle et indiscutable " On gouverne mieux les hommes par leurs vices que par leurs vertus. " De toutes les façons, leur ont enseigné leurs maîtres, " Ces Gens là! Et c'est connu, ne comprennent que le langage de la force... " Comme quoi dans le gène de l'Arabe, Il est inscrit qu'il n'a pas besoin d'institutions démocratiques fortes mais d'hommes puissants pour le mettre au pas.

Les momies, les fossiles et la voix de son Maître...

Et pour l'énergie fossile, il fallait momifier les dirigeants, les mœurs, les mentalités pour en faire un espace en dehors du temps et de l'évolution universelle. Une terre où les hommes comme les richesses sont des fossiles qu'on s'amuse à dater au carbone 14 pour justifier leur besoin de l'occident moderne, triomphant pour avancer dans le concert des nations de la contemporanéité.

?"Les démocraties fabriquent les armes, les dictatures les achètent et les diplomates s'arrangent pour que personne ne soit au courant"

Puis les médias occidentaux ont pris le relais pour palabrer et focaliser sur le "Realpolitik", la meilleure façon de justifier l'indifférence de leurs sociétés.

Au milieu de tous ces intérêts convergents vers les richesses de ces contrées, on s'était mis d'accord que la " Mauvaise monnaie chasse la bonne " et qu'il fallait s'affairer à la garder sale puis on en a fait une suite arithmétique : La

mauvaise gouvernance chasse la bonne, la docilité chasse la compétence, la mauvaise foi chasse la bonne intention, l'intérêt des nostalgiques du colonialisme chasse l'espoir de l'indigène...

C'est ainsi que sont multipliés et ont pulvérisés dans ce terrain de jeux, les proxénètes, les financiers, les faux culs, les détenteurs de la vérité absolue, les arrivistes, les aventuriers sans scrupules...qui ont chassé et muselé les derniers des mohicans porteurs de la justice sociale et de la dignité et de l'esérance.

La Hogra-mépris, Internet, wikileaks et les mots-cailloux...

Puis à Tunis et sortis de derrière leurs claviers ! Des gavroches de la communication internet. Des Gavroches qui montent les barricades. Qui montent aux Barricades à l'assaut de la parole et de l'indignation.

" Je suis tombé par terre

C'est la faute à Voltaire

Le nez dans le ruisseau

C'est la faute à Rousseau "

Que je traduis pour les Gavés-de-roches arabes

Je suis dans le bordel,

C'est la faute au pétrole

Je suis bien méprisé,

C'est mieux qu'être ignoré

Je ne veux plus être entubé

Et par le Gaz Oil lubrifié...

Interloqué ! Le monde a cligné des yeux, incrédule, ébahis. Du haut de sa suprême compassion et de la tribune des droits de l'homme, il a regardé les dégâts pour découvrir que là-bas aussi, les populations aspirent à être des Hommes, des Femmes, des Humains tout court...

Tocqueville disait : "La société était coupée en deux: ceux qui n'avaient rien unis par une envie commune et ceux qui avaient tout unis dans une terreur commune".

Maroc : Entre le marteau de l'islamisme et l'enclume de la gauche

Le syndrome de Lawrence...

Y a-t-il une troisième voie pour le Maroc ? La grande majorité des marocains est coincée entre deux extrêmes bien campés sur leurs positions, qui tiennent davantage à avoir raison dans leurs convictions doctrinales qu'à servir le peuple pour lequel ils sont supposés travailler !



Par Hassan Bendehmane

D'un côté, les islamistes qui tiennent aux principes les plus intransigeants de l'Islam pour montrer qu'ils sont des puritains qui ne lésinent pas sur leur position, alors qu'ils devraient être les premiers à savoir que la vie du prophète lui-même a été une série de compromis et de positions médianes. Il est devenu à la mode de traiter toute personne qui n'est pas d'accord avec eux sur le moindre détail, d'hérésie. Quel service à l'Islam! Quel service à une culture où Chrétiens, Juifs et Musulmans cohabitaient en symbiose sur la scène du pouvoir politique, économique et scientifique en Espagne pendant des siècles! D'un autre côté, les forces de gauche ont elles aussi leur propre cadre théorique à travers lequel elles appréhendent et analysent la réalité socio-économique du pays. Elles aussi, croient dur comme fer à une ligne correcte unique, dont toute déviation devient suspecte, et se fait traiter d'une panoplie d'adjectifs qui ne sont pas plus cléments que les accusations d'hérésie. Cet extrémisme, où le meilleur est l'ennemi du bien, sert à la perfection la cause des pêcheurs dans les eaux troubles; il leur permet d'exploiter à leur avantage les positions figées des uns et des autres pour mieux servir leurs pro-

pres intérêts.

Évidemment, on a essayé de trouver une troisième voie au niveau mondial, surtout pendant la guerre froide. Willy Brandt, ancien chancelier allemand social démocrate, a été le premier à avoir essayé de développer cette troisième voie, qui n'est ni socialiste ni capitaliste; Tony Blair, ancien premier ministre britannique du parti travailliste, s'est lui aussi penché sur la question; même le flamboyant Kadhafi a essayé de trouver cette troisième voie à travers son fameux livre vert, qui est essentiellement une série de copiés-collés de la littérature marxiste et islamique. En réalité, la troisième voie n'a jamais eu besoin de ces théoriciens parce qu'elle existe déjà et parce qu'elle fonctionne à merveille dans les pays scandinaves; Encore faut-il investir beaucoup et en profondeur, dans le développement du capital social pour arriver à adopter cette voie chez nous. Il faut avoir la volonté d'être solidaire, en acceptant de payer des taxes très élevées pour financer les services publics et aider les moins fortunés (même si cela n'est pas toujours accueilli à bras ouverts). Il faut aussi avoir un sens profond de responsabilité envers son voisin : par exemple, ne pas jeter les ordures sur le trottoir même en l'absence d'agent de sécurité susceptible de verbaliser – ceci est un geste qui peut paraître banal, mais dont la symbolique va très loin. On nous dit, dans le même esprit, que Mohammed VI s'arrêtait aux feux rouges quand il conduit lui-même, et qu'il tenait à régler sa facture de restaurant sur place, histoire de montrer à son entourage que la loi devait être au dessus de tous. Malheureusement, le message n'a pas été bien compris par certains.

Le grand défi réside dans le fait que l'on sait ce que l'on vit est inacceptable, mais on ignore où se trouve l'alternative; on vit une confusion totale, à tel point que l'on prend souvent ses vrais ennemis pour des amis, et que l'on combat avec acharnement ceux qui, objectivement, sont des amis. Nous vivons les conséquences d'une manipulation socioculturelle, née des études orientalistes de

l'époque coloniale qui cherchaient des moyens pour subjuguer les autochtones. En ce sens, un des moyens cruciaux à la réalisation des intérêts de la métropole a été la cooptation d'une certaine élite locale. Cette alliance a duré pendant des siècles, au détriment des masses populaires - et voilà qu'une bouffée d'air frais a été introduite aujourd'hui par les masses à Tunis, au Caire, à Manama, à Sanaa et à Benghazi. Ces masses ont ouvert une grande porte, mais personne ne sait qui pourra la fermer, ni comment; on devra alors s'attendre à des rafales tous azimuts.

Les masses ont donc fini par sortir dans la rue; elles ont bravé les chars et les kalachnikovs, elles ont bravé le pouvoir; elles ont découvert sans avoir lu Jean-Jacques Rousseau que « **le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir** ». Ils ont donc cessé de donner le droit aux tyrans d'utiliser la force; ils leur ont aussi retiré ce qu'ils croyaient être leur devoir d'obéissance. Ben Ali est parti, suivi de Moubarak; d'autres suivront. Les masses là-bas ne savent pas ce que l'avenir leur réserve après les émeutes, mais elles savent que la situation qu'elles ont vécue jusqu'à présent était insupportable. Un ras-le-bol qui ne fait que confirmer que lorsqu'on accule les gens dans des situations désespérées, ils finissent par recourir à des actes désespérés. Récupération, réforme, révolution, renaissance, complot, anarchie? L'Histoire nous dira ce que l'on fera de cette intifada. Une chose est sûre, c'est que la peur, qui a été l'arme la plus efficace, est partie du psychique des masses car ils ont découvert une évidence élémentaire : celui qui est couché par terre n'a pas peur de tomber. Ainsi, pendant que certains, assis dans les salons ou dans les mosquées, cherchaient la solution correcte, sans déviations bien entendu, un Bouazizi décide de s'immoler à Sidi Bouzid pour montrer à sa manière que la vie au 21^{ème} siècle peut trouver d'autres voies, jusqu'à présent inconnues.

Lire la suite: Page 6

Maroc : Entre le marteau de l'islamisme et l'enclume de la gauche

Suite de la page 5

Alors, que font nos militants de gauche et de droite au Maroc, dans de telles conditions? Ils annoncent une manifestation pour le 20 février pour demander la révision de la constitution. Les masses savent que Mohamed VI est non seulement un bon roi mais aussi un bon leader (monsieur Lagacé, votre ignorance ne peut être concurrencée que par votre parti pris envers vos commanditaires, à bon entendeur salut). Sous Hassan II, les masses se seraient probablement ralliées par millions pour en finir avec les années de plomb. Le Polisario est d'ailleurs issu de cette mouvance : dans l'émission quotidienne du soir «Maghreb Achououb» de 1975-76, les militants du Polisario faisaient appel aux forces vives du Maroc, et les invitaient à se rallier à eux en vue de libérer le pays du régime des années de plomb. Certains ont rejoint El Ouali (qui était président de l'UNEM à la faculté de droit de Rabat quelques mois auparavant) au Sahara dans cet esprit; il n'est devenu question d'indépendance qu'une fois que les partis d'opposition n'ont pas répondu à l'appel du Polisario pour le renversement du régime de Hassane II, et une fois que l'Algérie de Boumediene s'y est mêlée.

Le roi Mohamed VI a hérité beaucoup de choses positives et négatives de son père (qui a d'ailleurs lui-même dit «Moi c'est moi et lui c'est lui»); parmi les aspects les plus négatifs qu'il a hérités, il faut signaler l'héritage humain de gens de son entourage habitués à être humiliés et à humilier, des gens habitués à voler parce qu'ils voient les autres voler, des gens qui ont appris à jouer la carte d'allégeance aux puissances étrangères parce qu'ils ont vu que c'était l'option la plus payante.

Et c'est cet héritage, avec les opportunistes politiques des deux camps (de gauche et de droite), qui demande une révision de la Constitution avant toute autre revendication? Il s'agirait de déléguer le pouvoir de gouverner le pays aux partis politiques qui, tous les 33 qu'ils sont, ne représentent pas plus de 16% des électeurs du pays. Et au lieu d'avoir le courage de dénoncer les tortionnaires du régime Hassan II, ils viennent exhiber un patriotisme hypocrite et vulgaire pour pointer ailleurs que là où il y a problème.

Mais encore une fois les masses de ce monde, les Bouazizi dans leur sagesse élémentaire, comprennent et avertissent : ne touchez pas à notre roi. Faites vos jeux politiques comme vous voulez, réglez vos comptes et partagez votre sale butin comme il vous plaît, pour le moment, mais laissez Mohamed VI s'occuper de son peuple. C'est lui qui pourra un jour faire rétablir la justice tellement bafouée; c'est lui qui pourra maintenir l'unité de notre pays avec toute sa diversité, voire même ses conflits (de travail, ethniques, régionaux, linguistiques, etc.) qu'on y décèle.

Le Maroc a des problèmes de gouvernance certes, mais nous ne devons pas permettre à des inconscients d'entraîner le pays dans le chaos, uniquement pour cacher leurs propres défaillances avec les vrais problèmes. Peut-être que Mohammed VI aurait pu se débarrasser plus vite de cet entourage qu'il a hérité, et qui continue à bloquer les initiatives de développement tant qu'ils n'ont pas leur petit pourcentage. Mais ceux qui sont dans les secrets des dieux vous rétorqueront qu'il a déjà fait trop pour le goût de certains qui continuent à occuper des postes clé, au risque de sa

propre sécurité. Il faut aller très vite mais lentement dans notre pays, nous dit-on. Driss Basri est parti mais nous en avons encore plusieurs comme lui.

Ces critiques sont adressées à toutes les forces vives de mon pays et ceci n'est fait ni dans un esprit de vengeance ni de règlement de compte; on s'identifie un peu avec chaque partie parce que le Maroc dans toute sa mosaïque est un tout dans la diversité. Nous assumons tous une part de responsabilité, et personne ne détient toute la vérité absolue; et il s'agit pour chacun de nous, pour commencer, de reconnaître que nous avons certaines valeurs fondamentales en commun, qui sont plus importantes que nos différences.

Par amour pour le Maroc, nous devons étaler au grand jour, chacun selon son analyse personnelle, les défis fondamentaux de notre pays, afin que chaque partie assume ses responsabilités et se rende compte que si elle ne tend pas la main de solidarité pour que nous sortions tous du même bourbier, nous sombrerons tous dans l'abîme. Des gens ont payé de leur vie et de leur liberté pour le Maroc; ne serait-ce que par hommage à ces personnes ou à leur mémoire, n'avons-nous pas le devoir de garder ce pays uni sous Mohamed VI? De régler nos problèmes de gouvernance en dehors de ce qui se passe dans les pays voisins? Parce que nous avons la chance d'avoir le roi qui a déjà pris de l'avance dans ce domaine et qu'il a besoin du support populaire pour forcer les passe-droits à changer de comportement? Ceci est un appel aux partis politiques qui ont une certaine crédibilité,

Lire la suite: Page 7

Consultez nos archives depuis juillet 2003 à ce jour sur notre site WEB:

www.maghreb-canada.ca

Pour toute autre information, appelez-nous au 514-576-9067 ou envoyez-nous un courriel à : info@maghreb-xcanada.ca

Maroc : Entre le marteau de l'islamisme et l'enclume de la gauche

Suite de la page 6

Le syndrome de Lawrence...

d'organiser le peuple marocain, que ce soit des partis de gauche ou de droite; nous avons besoin de partis politiques qui nous encadrent, qui nous inculquent certaines valeurs de patriotisme. Plus tard, ces partis politiques auront non seulement le droit mais le devoir moral et politique de demander une révision constitutionnelle parce qu'ils seront les représentants légitimes de millions de marocains d'adhérents avec des orientations idéologiques spécifiques et des conditions matérielles qui reflètent l'idéologie de leur parti. De toute façon, la constitution n'a jamais été un garant de bonne gouvernance; ce qui importe, c'est l'usage qu'on en fait. Il est regrettable que nous ayons manqué un rendez-vous lors de la préparation de la Loi sur les partis en 2005. Plusieurs marocains se sentent plus en sécurité sous la protection du Mohammed VI que sous certains des partis politiques qui occupent la scène politique. C'est peut-être pour cela que seulement 34% des électeurs se sont présentés aux urnes en 2007.

Les candidats aux élections devraient pouvoir se présenter à titre individuel, en attendant le renforcement des partis pour le système des listes.

Nous pouvons encore corriger le tir. Il s'agit pour les marocains de montrer au reste du monde que les marocains ne sont pas de simples imitateurs; il faut montrer que nous pouvons résoudre nos problèmes à notre manière, à la lumière de notre propre identité et de nos propres conditions historiques et socio-économiques.

Le capital est par définition frileux; il fuit les lieux où la sécurité ne règne pas; avec tout ce qui se passe ail-



leurs, le Maroc peut devenir une terre d'accueil idoine pour les touristes et pour les investisseurs étrangers, si nous faisons notre réforme autrement. Quelle belle opportunité pour notre pays!

Ou bien est-il plus important que chacun d'entre nous prouve qu'il a raison en semant le désordre, s'il le faut, sans même avoir un programme de recharge? Essayez de formater le disque si vous y tenez absolument, mais au moins assurez vous d'avoir un autre système d'exploitation à portée de votre main. Encadrez le peuple, éduquez-le, impliquez-le pour qu'il vous accompagne, sinon, il y a encore des Bouazizi sur la liste d'attente. C'est pour cela qu'il faut plutôt renforcer le pouvoir de persuasion de Mohamed VI vis-à-vis de ces passe-droits qui se croient encore tout permis.

Le Maroc passe par une phase décisive de son histoire.

Nous risquons soit d'être entraînés dans un engrenage infer-

nal de violence qui nous ramènera au moins une cinquantaine d'années en arrière; et ce, peu importe celui qui était convaincu d'avoir raison. Les débordements relativement mineurs sont là pour nous donner une idée sur le désastre qui nous guette; l'autre option étant pour nous de nous rallier derrière le roi Mohammed VI, jeunes et moins jeunes, citadins et paysans, nordistes et sudistes, Berbères et non Berbères, Juifs et Musulmans, entrepreneurs et ouvriers, passe-droits et victimes, gauchistes et islamistes, pour affronter les défis de l'avenir, ensemble et solidaires. Pour la deuxième option, il faut surtout que nous réapprenions à pouvoir pardonner et tolérer;

Mais il faut également rester vigilant et arrêter les abus et l'arbitraire, maintenant.

Il faudrait également inviter les membres du Polisario, en plus des populations marocaines sahraouies, à se rallier à cette nouvelle approche, pour construire un avenir meilleur pour toutes et tous les Marocains.

Point de vue : Le soulèvement en Libye et les mains liées de l'occident

Ce n'est pas juste à cause du pétrole que l'occident a les mains liées par rapport à ce qui se passe en Libye !



Par : Kamal Benkirane
e.passerelle@gmail.com

D'autres considérations entrent en jeu et que d'aucuns occultent délibérément pour ne pas éclabousser ce qui pourrait servir d'alibi contre les intérêts des uns et des autres.

Depuis le début de ce soulèvement populaire, l'Europe ne s'est pas gênée en effet pour vendre à Kadhafi un armement destiné à réprimer les émeutes, du matériel de brouillage électronique, celui-là même qui a servi pour bloquer Internet, les réseaux de GPS et de GSM en Libye. Des tractations en armes légères, matériel anti-émeutes, divers armements et équipements, qui ont souvent abouti malgré un semblant de blocus, et que des

sources fiables mandatés par Wikileaks n'ont pas hésité à dévoiler en pleine lumière du jour. De ce fait, même en admettant que les États européens donnent l'impression de se soumettre aux pressions des ONG, ils finissent toujours par vendre de l'armement, par le biais d'intermédiaires, au régime de dictateurs sanguinaires.

Il est indéniable que les mains liées de l'occident brassent dans les profondeurs et ne ratent aucune occasion de faire valoir la loi du dollar plus fiable que la vie humaine. Dans ce magma d'intérêts qui s'entrechoquent, la nécessité de pallier aux urgences pour sauver des vies n'est pas une priorité puisque la majorité des pays occidentaux est généralement contre le processus de démocratisation des pays arabes, ils savent très bien que les soulèvements de ce genre les empêcheraient de faire des affaires d'or avec les dictateurs qu'ils soutiennent à vie. L'occident sait pertinemment qu'une fois les pays arabes affranchis des dictatures, ils ne seront plus des jouets entre leurs mains et auront leurs mots à dire dans la politique de leur pays et dans tout ce qui se passe dans le monde (entre autre en Iraq, Palestine...) et ce n'est pas pour rien que cela inquiète à un plus haut point.

Maintenant que les gouvernements en occident sont assez occupés à surveiller toute approche des islamistes fondamentalistes, et à sécuriser le canal de suéz afin de répondre présent au paranoïaque appel d'Israël pour sa propre sécurité, on ne peut parler du rôle de la fantomatique ligue des Pays Arabes Unis qui ne se réunit désormais que pour "la forme" et pour maintenir une certaine " stature" de concertation collective en Orient, et légitimer toute intervention ou acte susceptible de servir les intérêts des États-unis dans la région. Il ne reste finalement plus à la Libye qu'à compter sur la légitimité des revendications des jeunes et à leur courage pour évincer définitivement Kadhafi. Les incidents isolés de tueries de prêtres en Tunisie ou ailleurs ne peut entacher l'authenticité de ces soulèvements de toute une jeunesse arabe écoeuré, et qui se désaffilie majoritairement de ces incidents. Les éternels sceptiques sur les tenants et aboutissants de ces soulèvements se souviendront longtemps que les mains liées de l'occident face à ce qui se passe en Libye est un permission ouverte à ce qui est entrain de s'annoncer comme l'un des génocides le plus sanguinaires de ce 21ème siècle.

Le premier ministre canadien, Stephen Harper, a annoncé le 27 février dernier que le Canada met en application des sanctions dirigées contre le gouvernement du colonel Mouammar Kadhafi en Libye. Ottawa met ainsi en application un embargo sur les armes exigeant de tous les États qu'ils empêchent la fourniture ou la vente d'armes à la Libye ou l'exportation d'armes par la Libye. Les sanctions canadiennes prévoient également l'interdiction de voyager pour Muammar Kadhafi et 15 de ses proches et le gel de ses biens et des membres de sa famille.

Ottawa interdit toute transaction financière avec la Libye et ses institutions, dont la Banque centrale libyenne. Le leader du gouvernement aux Communes, John Baird, a déposé lundi aux Communes les documents nécessaires à l'imposition de ces sanctions. Il a fait valoir, en point de presse que les sanctions imposées par

Ottawa visaient à éviter que de l'argent puisse être volé par le régime Kadhafi au

LE CANADA IMPOSE DES SANCTIONS CONTRE LA LIBYE

peuple libyen ou encore qu'il serve aux violences perpétrées contre la population locale.

Les entreprises canadiennes qui oeuvrent en Libye, comme la québécoise SNC-Lavalin, peuvent poursuivre leurs activités commerciales, mais doivent cesser toutes activités financières avec le pays. Le régime libyen aurait déjà tenté de récupérer de l'argent placé dans des institutions financières au Canada, mais en aurait été empêché selon M. Baird. Celui-ci a toutefois refusé de donner plus de détails, notamment de préciser la valeur des actifs placés au Canada.

Par ailleurs, Le Canada a suspendu sa présence diplomatique en Libye en plus de fermer son ambassade à Tripoli. Un avion militaire canadien a d'ailleurs transporté le 25 février dernier, 24 Canadiens, dont six représentants consulaires vers Malte. L'Appareil, un C-17, avait également à son bord des Britanniques ainsi que des Australiens. Selon un nouveau bilan, il y aurait maintenant moins de 100 Canadiens en Libye qui tenteraient toujours de quitter ce pays. Pour sa part, le premier ministre canadien Stephen Harper a déclaré que le colonel Kadhafi devait quitter le pouvoir. Il a aussi souligné que le Canada considérerait maintenant l'imposition d'une série de mesures disciplinaires à l'endroit de la Libye. L'une des mesures auxquelles Ottawa songe consisterait à forcer les entreprises canadiennes à cesser leurs activités dans le pays.

Source: RCI

MRE retraités: Ceci vous intéresse !

L'Administration des Douanes vous fait bénéficier, à l'occasion du dédouanement de votre véhicule automobile, d'un abattement de 85% applicable sur sa valeur à l'état neuf

Dans le cadre d'un retour définitif au Maroc, les MRE retraités bénéficient, lors du dédouanement de leur véhicule de tourisme, d'un abattement de 85% applicable sur la valeur à l'état neuf du véhicule importé.

L'octroi de cet avantage est subordonné au respect des conditions suivantes :

* limitation de cet avantage à un seul véhicule

* inaccessibilité du véhicule pendant une période de cinq (05) années

* limite d'âge du retraité à 60 ans et plus

* taxation sur la base d'une valeur estimée à l'état neuf, selon la marque, le modèle et les spécifications du véhicule considéré et ce, jusqu'à hauteur maximale de 300.000 dhs. La tranche supérieure demeure soumise au paiement des droits et taxes exigibles dans le cadre du droit commun

* séjour effectif à l'étranger d'au moins quinze (15) années. Cette condition est applicable également aux retraités ayant travaillé à l'étranger dans le cadre d'une mission ou d'un détachement et ce, quel que soit leur organisme d'appartenance * perception d'une pension de retraite du pays d'accueil allouée par un organisme de retraite. Ladite pension peut être versée également par un organisme national ou international au profit de personnes détachées auprès soit d'institutions internationales, soit de départements ou établissements nationaux établis à l'étranger

* non cumul du bénéfice de l'abattement de 85% avec le régime du vieillissement.

Cet avantage, accordé aux MRE retraités, ne s'applique pas pour les véhicules utilitaires (fourgons, fourgonnettes ou camionnettes) et les motos.

Pour bénéficier de cette mesure de faveur, une demande établie sur le formulaire-type est à déposer auprès de la circonscription douanière du ressort, avant l'expiration du délai réglementaire d'admission temporaire accordé à l'occasion de l'importation du véhicule.

Cette demande doit être accompagnée des pièces suivantes :

* justificatifs de la pension de retraite allouée ;

* justificatif du séjour à l'étranger d'au moins quinze (15) ans, délivré par le Consulat du Maroc du pays de ressort ou tout autre document en tenant lieu ;

* certificat d'identification du véhicule établi, en double exemplaires, par le centre d'immatriculation du lieu de dédouanement ;

* copie de la déclaration D16 ter ou D16 bis souscrite pour l'importation en admission temporaire du véhicule ;

* copie de la carte d'identité nationale ;

* facture d'achat pour les véhicules ayant moins de trois (03) mois d'âge.

Bon à savoir

Les pièces requises, citées ci-dessus, établies en langues autres que l'arabe et le français doivent être traduites auprès

d'un interprète assermenté.

Les formalités de dédouanement du véhicule doivent être accomplies par les soins du retraité bénéficiaire de ce régime de faveur (les procurations ne sont pas admises) et la carte grise présentée doit être établie en son nom propre.

Lors du dédouanement de son véhicule immatriculé à l'étranger, un MRE peut acquitter la somme due au titre des droits et taxes en utilisant les modes de paiement suivants :

* espèce (dirhams marocains)

* chèque libellé en dirhams et certifié par une banque marocaine

Source: Douanes marocaines

Un projet novateur d'intégration en emploi des immigrants formés en technologies de l'information et des communications (TIC)

TECHNOCompétences, le Comité sectoriel de main-d'œuvre en technologies de l'information et des communications (TIC), en collaboration avec son partenaire TechnoMontréal, s'attaque, à partir du 22 février dernier, à un double problème : celui du manque de main-d'œuvre appréhendé du secteur des TIC et de la difficulté d'intégration des professionnels formés à l'étranger dans ce domaine. C'est ainsi qu'avec son nouveau programme IntégraTion Montréal, TECHNOCompétences souhaite arrimer les besoins des employeurs du marché montréalais avec ceux des immigrants formés en TIC par la formule « Alternance Travail-Études ».

Selon les données du Recensement 2006 du Canada, plus de 95 % des immigrants se déclarant programmeurs détenaient un baccalauréat universitaire comparativement à 50 % pour les programmeurs nés au Canada. Les données concernant le Québec de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (2007) sont aussi éloquentes : près de 25 % des nouveaux immigrants qui arrivent au Québec ont une formation pertinente aux TIC. Ensemble, ces personnes représentent un bassin de 25 000 à 30 000 personnes bien scolarisées. Pourtant, un grand nombre d'entre elles ne réussissent pas à se trouver un emploi à la hauteur de leurs compétences. « Il n'est pas rare de voir des professionnels formés à l'étranger en TIC dans des situations de surqualification importante. Chez TECHNOCompétences, nous croyons qu'il est fondamental de s'attaquer à ce problème », soutient Sylvie Gagnon, directrice générale de l'organisation.

D'un autre côté, nous savons que le recrutement de ressources qualifiées pour les entreprises en TIC est un problème. Selon les données de Service Canada, région du Québec et compilées par TECHNOCompétences, plus

de 7 500 postes par année d'ici 2014 sont à pourvoir pour 20 professions liées étroitement aux technologies de l'information et aux télécommunications.

IntégraTion Montréal

Le programme, rendu possible grâce au soutien financier de la Direction régionale de l'Île-de-Montréal d'Emploi-Québec, comprend deux volets : le recrutement d'immigrants formés en TIC et le soutien aux entreprises qui souhaitent les embaucher. Le programme accorde entre autres une aide financière aux entreprises pour la formation continue des personnes choisies, permettant une mise à niveau de leurs connaissances et compétences sous la formule « Alternance Travail-Études ».

Pour consulter les critères d'admissibilité des entreprises et des candidats, visitez le site WEB:

<http://www.technocompetences.qc.ca/integrationmtl>.

La responsable du projet, Martine Lafrance, a travaillé dans le milieu de l'éducation, de l'insertion socio-économique auprès des immigrants,

ainsi qu'en ressources humaines dans le domaine des TIC. Son parcours professionnel diversifié lui confère les compétences nécessaires à l'accomplissement de son mandat chez TECHNOCompétences afin de mener à bien ce projet.

À propos de TECHNOCompétences – www.technocompetences.qc.ca

TECHNOCompétences est le Comité sectoriel de main-d'œuvre en technologies de l'information et des communications (TIC). Sa mission est de soutenir et promouvoir le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi dans le secteur des TIC en concertation avec les partenaires de l'industrie, dans ce cas-ci TechnoMontréal.

Information : Martine Lafrance, Gestionnaire de projets – IntégraTion Montréal

514 840-1237, poste 389

ou

mllafrance@technocompetences.qc.ca



La France, l'Angleterre et les U.S.A réforment certains dirigeants arabes

Tribune libre...

Stratégies du Chaos, jeux politiques ou volonté sincère pour accompagner les peuples arabes dans la quête de liberté, estime, fierté et de leur développement social, humain et économique, difficile de le savoir excepté la poignée d'Hommes qui contrôle le pouvoir dans les trois principaux États : faiseurs de démocratie et d'anti-démocratie, à savoir: la France, l'Angleterre et les U.S.A qui eux-mêmes, sont aussi contrôlés par le pouvoir invisible des sociétés secrètes !



Par Kamal El-Batal

Face aux coups d'États populaires réussis en Tunisie et en Égypte et qui peuvent en engendrer d'autres, l'axe de bien est demeuré perplexe non pas à cause des soulèvements populaires – parce que ceux-là étaient déjà prévus dans les agendas secrets depuis plusieurs décennies – mais surtout, de la rapidité de ces derniers: deux chefs déchus en un mois! Personnellement, je pensais que ces dirigeants seraient forts et dignes de grand chef, mais dommage, les peuples se sont faits roulés pendant des années par des poltrons, pilleurs et bons à rien!

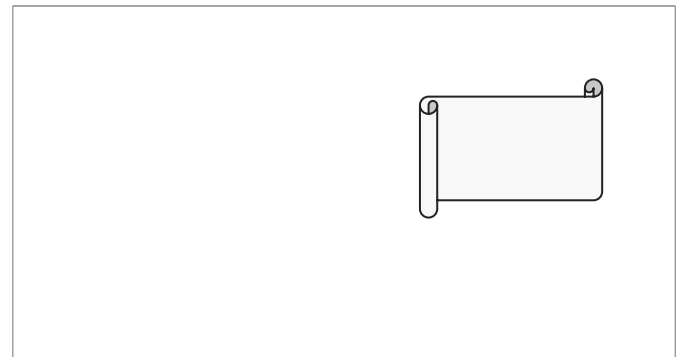
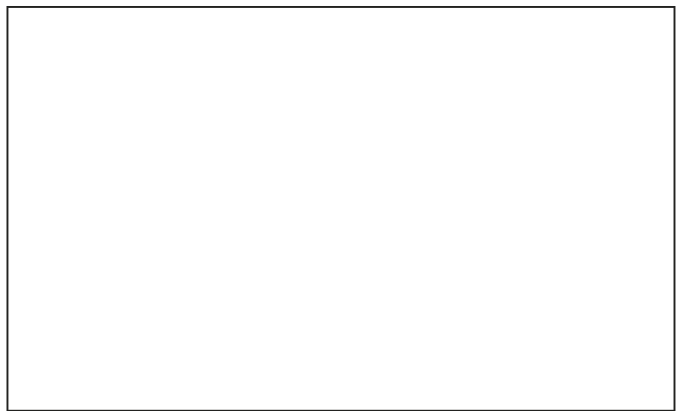
Au point où nous y sommes rendus, pour quelles stratégies opéreraient les pays de

l'axe de bien? Deux scénarios possibles. Le premier est celui du statuquo : maintenir coûte que coûte les mêmes régimes en réformant les chefs actuels qui n'ont pas d'ailleurs la côte et pour faire plaisir aux peuples impatientes et avides, mais tout en apportant un déguisement à l'amélioration des Droits de la personne, à la liberté d'expression (vu que c'est difficile de stopper les médias sociaux de nos jours), aux conditions de vie, etc. en bref, c'est ce que revendiquent les populations des pays arabes qui sont appauvries, opprimées, et abusées. Par contre, si ces dernières découvrent la nouvelle combine de l'axe de bien et les nouveaux régimes déguisés en démocrates, il est quasiment certain que le peuple va se révolter et en ce moment là, nous entreprenons dans une véritable ère de révolution et non pas de simple manifestation.

Le deuxième scénario est celui de négocier avec les mouvements religieux (islamiques et chrétiens) l'enjeu du pouvoir. Ce serait difficile parce que ces derniers, notamment en Égypte, ont toujours refusé le pouvoir mais encore, ont contribué au maintien du régime de Moubarak. La négociation

avec ces mouvements religieux – qui font peur aux occidentaux – et à quelques États en particulier, pourrait aboutir soit à l'obscurantisme ou à l'épanouissement.

En conclusion, le seul gain tangible qui a émergé de ces manifestations populaires est que désormais, les peuples arabes musulmans, coptes et chrétiens, n'auront plus peur de leurs dirigeants. Ils seront même utiles pour contrôler la gouvernance de leurs États au-delà des intérêts et agendas secrets des pays de l'axe de bien et leurs sociétés secrètes. Nul ne peut s'opposer à la force du peuple notamment quand ce dernier a faim ou qu'il se sent démuni et abusé autant par le pouvoir interne que par les forces externes (La révolution française en est un exemple).



Maroc : Un moment de silence...

"Ce qui est terrible, ce n'est pas de souffrir ni de mourir, mais de mourir en vain". Jean-Paul Sartre



Par Mohamed Lotfi

(Journaliste et réalisateur radio)

Le 26 février dernier, au cimetière de Souk Sebt (Maroc), la marocaine Fadoua Laroui, 21 ans, a été accompagnée à sa dernière demeure par des centaines d'habitants. Lundi 21 février, elle s'est immolée publiquement par le feu devant l'hôtel de ville de "Souk Essabt" au centre du Maroc. Deux jours plus tard elle a rendu l'âme dans un hôpital de Casablanca, laissant deux enfants derrière elle.

Ce message, je l'adresse plus particulièrement à mes chers compatriotes. Je vous invite à un moment de silence à la mémoire de cette jeune maman qu'on a traité de folle parce qu'elle a osé réclamer un droit fondamental, avoir un toit sur la tête pour toute sa famille et pour ses deux enfants. Un moment de silence à la mémoire d'une femme dont le crime est d'avoir réclamé un peu de dignité. Un moment de silence à la mémoire de la première femme arabe à se tuer par le feu en marge des dernières protestations populaires que connaît le Maghreb.

Fadoua serait aujourd'hui vivante et probablement une jeune mère heureuse et reconnaissante si elle avait pu rencontrer Mohammed VI en personne pour lui raconter son enfer. Celui d'avoir été expulsé avec toute sa famille de sa baraque sans jamais rien recevoir en

retour. D'après certaines sources, elle aurait multiplié les appels aux autorités: "redonnez-moi ma baraque". On lui aurait répondu "Vas t-en espèce de folle". Selon certaines informations, le fait que Fadoua soit une mère monoparentale n'aurait pas aidé sa cause pour obtenir un logement social. J'espère que les autorités ont déjà ouvert une enquête pour qu'un tel drame ne se répète plus.

Mohammed VI ne peut pas être partout. Le roi a beau incarner l'État, l'état n'est pas toujours à la hauteur de sa bonne volonté. Souvent l'état n'en a pas les moyens. D'autre part, l'assistanat royal a ses limites. Tous ces pauvres et tous ces jeunes diplômés sans emplois qui rêvent de rencontrer le roi, pour mettre fin à leurs problèmes, se nourrissent plus d'utopie que d'espoir. Ce n'est pas de la charité dont les marocains très pauvres ont besoin. Ils ont besoin d'être entendus et respectés en tant que citoyens par l'État, quelque soit leur classe sociale.

Le suicide de Fadoua est le point culminant du mouvement de protestations depuis le 20 février. Le régime marocain doit en retenir la leçon qui s'impose. Tôt ou tard, le cri d'alarme de Fadoua finira par parvenir à tous ceux comme elle qui réclament la dignité. Ne pas le reconnaître, ne pas en prendre conscience, c'est choisir l'aveuglement comme option politique. Pas besoin de faire un dessin pour illustrer les conséquences d'une telle option.

Oui, le Maroc progresse depuis 11 ans. Ne pas le reconnaître serait aussi faire preuve d'un autre aveuglement! Mais force est de constater que certains progrès profitent davantage à certains profiteurs et cela, des marocains comme Fadoua ne le supportent plus. Le Maroc n'est pas un pays pauvre. Le Maroc est un pays appauvri par les inégalités qui séparent les riches de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Cette réalité est le plus grand danger qui guette notre pays et son régime.

En Tunisie, Mohammed Bouazizi s'est immolé et cela a accéléré la fin du régime Ben Ali. Au Maroc, la mort tragique de Fadoua Laroui doit accélérer les réformes entamées depuis 11 ans,

notamment, en matière de logement social. Un conseil économique et social a été nommé au lendemain de la manifestation nationale du 20 février. Je crois que des gestes plus forts et plus concrets doivent être posés dans les jours qui viennent!

À mon humble avis, faire appel aux militaires pour augmenter la présence policière ne fera que donner plus d'ampleur aux protestations à venir. Arrêter les casseurs et les condamner sans enquêtes sérieuses, cela non plus n'arrêtera pas la protestation. La seule réponse politique qui s'impose dans les circonstances ce sont des gestes forts et concrets. Des gestes qui redonnent à une bonne partie de la population marocaine de la confiance et de l'espoir dans son avenir.

Peu importe les raisons qui nous ont amenés à cette crise, elle est là devant nous, à nous de la reconnaître et de lui faire face. Et ce n'est pas uniquement en criant Allah, alwatan, almalik (Dieu, la Patrie, le Roi) que la crise se dissipera comme par magie. Je me dissocie de toutes les positions trop partisans qui désignent l'autre comme le seul coupable ou le seul responsable de ce qui nous arrive. Toutes les voix ont leurs légitimités exceptée celle qui divisent! Comme par exemple celle de Yazami qui a traité de diables les manifestants du 20 février. Ce imam de Casablanca et membre d'un parti islamiste a appelé, dans un vidéo publié par herspress, à poursuivre les organisateurs des manifestations. Dans les circonstances, ce genre de voix, au lieu de mettre de l'huile sur le feu, ferait mieux de garder le silence. Autrement dit, de la fermer.

Par ailleurs, je m'attends à ce que l'histoire tragique de Fadoua soit récupérée et instrumentalisée par certains antimonarchistes et par tous ceux et celles qui espèrent voir le chaos s'étendre au Maroc. À nous tous, amoureux du Maroc et attachés à son unité et à sa stabilité de les surprendre. La tragédie de Fadoua doit nous unir, d'abord en observant un moment de silence à sa mémoire et ensuite en faisant d'une sorte qu'elle ne soit pas morte pour rien.

Les relations Algérie-Maroc en voie de réchauffement

Après des années de blocage sur le commerce entre le Maroc et l'Algérie, les deux gouvernements se sont mis d'accord sur de nouveaux échanges ministériels.



Le Maroc et l'Algérie sont convenus d'une initiative politique destinée à renforcer leurs relations bilatérales, a confirmé le ministre algérien des Affaires étrangères Mourad Medelci mercredi 23 février.

Cet accord "permettra à trois ministres de se rendre dans les deux pays en mars prochain pour discuter des moyens nécessaires d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations bilatérales dans des domaines sensibles, notamment l'énergie et l'agriculture", a déclaré Medelci lors d'une conférence de presse.

Medelci a déclaré que des efforts étaient faits par l'Algérie et le Maroc pour favoriser un climat positif qui permettra de renforcer la coopération économique et sociale entre les deux pays. Le ministre a également indiqué que la première visite sera effectuée par des responsables du secteur de l'énergie, puis sera suivie par des visites de responsables de l'agriculture, de l'éducation, et de la jeunesse et des sports.

L'Algérie travaille avec ses "amis et frères marocains" pour créer un climat favorable dans la région du Maghreb, a expliqué Medelci. Mais le ministre n'a toutefois pas parlé de la question de la frontière commune aux deux pays, qui reste fermée depuis 1994.

Pour sa part, le ministre marocain des Affaires étrangères Taieb Fassi Fihri a déclaré que Rabat était prêt à accueillir des membres du gouvernement algérien pour commencer, "notamment dans la mesure où existe une volonté des deux côtés pour échanger prochainement des visites au niveau des deux gouvernements".

Parlant à la première chaîne de la télévision marocaine le 15 février, le ministre marocain a exprimé son regret quant au maintien de la fermeture des frontières entre l'Algérie et le Maroc ; une situation qui "empêche l'intégration du Maroc". Il a ajouté que l'ouverture des frontières entre le Maroc et l'Algérie était devenue une nécessité inévitable, appelant l'Algérie à "oublier le passé pour le meilleur intérêt des deux peuples, notamment après les changements de direction dans les deux pays".

"Nous payons tous le prix tous les jours de ne pas avoir créé l'Union du Maghreb arabe", a déclaré Fassi Fihri.

A l'automne dernier, Rabat avait reçu le secrétaire d'Etat algérien en charge de la communauté nationale à l'étranger, Halim Ben Attallah. Pour sa part, le ministre marocain des Affaires étrangères s'était rendu en Algérie l'année dernière pour représenter le royaume aux funérailles de l'ancien ambassadeur d'Algérie au Maroc.

Le Maroc est également le plus important partenaire commercial de l'Algérie en Afrique. Le volume officiel des échanges entre les deux pays dépasse 570 millions de dollars, en plus des échanges informels que certains esti-

ment à 2 milliards de dollars. Un demi-million d'Algériens se sont rendus au Maroc en 2007, tandis que l'Algérie a accordé 250 registres commerciaux à des Marocains vivant sur son sol. Près de 45 000 Marocains résident actuellement en Algérie.

Cela fait maintenant de nombreuses années que les chefs d'entreprises d'Algérie et du Maroc appellent à la réouverture des frontières.

Les pays du Maghreb ont besoin d'un marché du Maghreb et d'une zone commerciale maghrébine, ainsi que d'un bloc économique fort, avec la liberté de mouvement pour les personnes et les biens, selon le secrétaire général du Conseil de la Shoura du Maghreb, le Dr Said Mekedem.

"Nous cherchons à mettre en place la citoyenneté maghrébine dans le cadre d'un espace maghrébin plus vaste", a-t-il ajouté.

"Les différends politiques entre les deux pays n'auront aucune incidence", a déclaré Slim Othmani, vice-président du Club d'action et de réflexion sur les entreprises (CARE). "Le maintien de la fermeture des frontières peut être négocié."

S'adressant aux participants à une conférence économique en janvier, Othmani avait souligné les expériences de la Chine en matière de coopération avec l'Inde pour faciliter les mouvements de marchandises.

"Pourquoi l'Algérie et le Maroc ne recourent-ils pas à une coopération similaire ?", s'est interrogé Othmani. "Les régions occidentales de l'Algérie et les régions orientales du Maroc souffrent d'un manque de développement. Une augmentation du commerce entre les deux pays pourrait permettre de développer ces régions."

Par Walid Ramzi pour Magharebia

L'enfer est pavé de bonnes intentions

Quels que soient leurs tendances, certains marocains sur Facebook, par leur agressivité, il nuisent à leur pays.

Les violentes discussions de certains marocains dans les réseaux sociaux, auxquelles j'assiste avec impuissance, m'amènent à une petite réflexion: Il y a deux ans, au Québec, une commission publique sur les accommodements raisonnables a suscité un débat houleux marqué par des insultes, du mépris et parfois d'un racisme franchement déclaré de beaucoup de citoyens de toutes origines.

C'est l'écrivain haïtieno-québécois



Dany Laferrière qui avait commenté cette foire d'insultes, en disant ceci:

"On voit des pauvres insulter d'autres pauvres! On leur laisse la parole. On leur laisse l'excitation. On leur laisse tout ce qui peut énerver aux pauvres. Ils se mangent entre eux. Ils se bouffent entre eux. Pendant que le riche reste installé, il regarde tout cela, parce que jamais lui il ne participe au débat sur l'identité. Il est trop occupé à faire du fric".

Apparemment, le seul qui a profité de cette couteuse commission, c'est Jean Charest, premier ministre du Québec. Alors que les citoyens se confrontaient, lui, il en a profité pour se refaire une virginité politique. Il a été réélu pour un troisième mandat!

Je raconte cette histoire pour faire un parallèle avec les récentes révoltes populaires arabes. Aussi légitimes soient-elles, les révoltes sont la plus part du temps récupérées, détournées pour ne pas dire volées aux peuples indignés! Thierry Messian, dans une de ses dernières analyses.

Cliquez explique bien comment la révolte tunisienne a été vite orientée pour ne désigner qu'un seul coupable, Ben Ali. Les slogans "Ben Ali dégage" et "Révolution du jasmin" seraient, selon Messian, une invention de la CIA. Fallait surtout pas dénoncer le soutien des américains au régime Ben Ali.

Encore moins attirer l'attention sur leurs 4 bases militaires en Tunisie. Le pouvoir américain a bien appris sa leçon de la révolution iranienne en 1979.

Dans tout ce débat houleux entre marocains, je n'ai pas lu personne encore, dans les différents forums, qui tient compte de l'enjeu géostratégique! Autrement dit, de l'intérêt des américains et d'autres puissances dans la région. Et si tous les marocains qui s'affrontent dans

les réseaux sociaux, se rendaient compte que leur chicane, leurs confrontations et éventuellement leur révolte fera l'affaire d'un autre..?!!

Je vous raconte l'histoire d'un afro-américain qui a voulu jouer au révolutionnaire. Pour soutenir la révolution islamique iranienne, ce jeune converti à l'islam a accepté en 1979 d'assassiner l'attaché de presse du Shah à Washington. Sa mission accompli, il s'est enfui aussitôt en Iran. 25 ans plus tard, il découvre que son crime a moins servi la révolution islamique iranienne que l'élection de Ronald Reagan! Sa colère et son indignation contre le pouvoir américain a été récupéré par ce même pouvoir. C'était un coup monté. Son histoire a fait l'objet d'un très bon documentaire d'enquête "Le fugitif ou la vérité d'Hassan" signé Jean-Daniel Lafond.

Le cas d'Hassan est un cas parmi tant d'autres. Il illustre la cécité qui s'empare de certains révoltés en devenant la chair à canon de puissants intérêts. Comme on dit "L'enfer est pavé de bonnes intentions". J'ai l'impression que cet enfer guette le Maroc à travers certains révoltés qui croient servir leur pays. Avec leur impatience et leur excitation, suite

Lire la suite : Page 15

Consultez nos archives depuis juillet 2003 à ce jour sur notre site WEB:

www.maghreb-canada.ca

Pour toute autre information, appelez-nous au 514-576-9067 ou envoyez-nous un courriel à : info@maghreb-xcanada.ca

L'enfer est pavé de bonnes intentions

Suite de la page 14

aux derniers évènements en Égypte et en Tunisie, ils se découvrent soudainement une vocation de révolutionnaires! Comme s'il n'y avait qu'une seule façon de faire la révolution.

Par ailleurs, j'observe ceux qui se déclarent plus royalistes que le Roi, n'acceptant aucun changement!

Ceux qui voient dans la démocratie l'ennemie no 1 de leur pays. Avec des amis pareils, les marocains et leur monarchie n'ont pas besoin d'ennemies. Je note également cette page sur Facebook qui annonce son titre en arabe "Nous casserons la tête à ceux qui oseront défier le Maroc". Elle appelle à l'agression physique de ceux qui manifesteront le 20 février. Avec eux aussi le régime marocain n'a pas besoin d'ennemis. Vouloir empêcher cette manifestation est une erreur grave. Cela va à l'encontre d'un progrès non négligeable que le Maroc a fait en matière des libertés dont la liberté de manifester. Les détracteurs de cette marche ignorent qu'empêcher une telle manifestation fera l'affaire d'un autre..!

Les marocains ne méritent pas d'être pris en otages entre ces deux extrêmes. Ceux qui prétendent que le Maroc va très bien et ceux qui prétendent que le Maroc va très mal. Les uns et les autres choisissent les chiffres et les exemples qui correspondent à leurs idéologies. Apparemment, il est difficile pour certains de situer la nuance qui s'impose entre les deux.



Abdellatif Laabi

Abdellatif Laabi, poète et ex prisonnier politique marocain a écrit récemment un texte publié intitulé "Le Maroc ne va pas si bien". Il aurait pu bien l'appeler "Le Maroc ne va pas si mal", il aurait eu tout aussi raison. Tahar Benjelloun, de son côté trouve que le Maroc n'a rien avoir avec la Tunisie. Il reconnaît l'importance de la culture et la liberté d'expression acquise suite aux années de plomb : Cliquez et écoutez

Le Maroc n'est pas sur une autre planète. Il est normal qu'il s'adapte aux mouvements du monde! La démocratie est une valeur désormais universelle que la société civile marocaine est en train de mettre en place, contre vents et marées. Le Roi lui-même, dans plusieurs discours a parlé de monarchie citoyenne. Une monarchie ou désormais le sujet devient citoyen. La disparition de certaines pratiques et rituels monarchistes comme le traditionnel baise-main fera partie de l'évolution des mentalités.

Il y a actuellement une autre page

Facebook qui fait appel aux marocains du monde entier, quelques soient leurs tendances politiques pour s'unir autour d'un seul objectif: Le progrès du Maroc et son unité. La photo de cette page ne représente pas le Roi. Elle représente le drapeau national avec en avant plan le profil d'un lion d'Atlas fixant l'horizon. L'avenir. Demain. Voilà une image qui vaut mille mots. À chaque marocaine et marocain de la méditer.

Je vois dans cette image, des hommes et des femmes qui ont en commun l'amour de leur pays et qui décident de concentrer leurs énergies moins dans la confrontation que dans la collaboration. Les marocains ont une occasion en or de se distinguer comme ils l'ont fait souvent dans leur histoire! Nul besoin de se manger entre eux, de se bouffer entre eux!

À regarder les images des 5000 tunisiens débarquant en Italie, je me dis à qui cela profite..? Voir le monde arabe tomber dans le chaos et dans la désolation ferait-il partie d'un plan diabolique..? Quand on sait ce qui s'est passé en Amérique latine dans les années 70, c'est la moindre des choses que de rester vigilant et lucide devant ce qui se passe dans le monde arabe. Oui, l'enfer est pavé de bonnes intentions.

*Par Mohamed Lotfi
Journaliste et réalisateur radio
de l'émission "Souverains anonymes"
Avec la détenus de la prison de
"Bordeaux" à Montréal.*



Marocain t Fier De L'Etre J'aime

Babillard **Infos** **Photos** **Encarts**

Marocain t Fier De L'Etre + les autres **Seulement Marocain t Fier De L'Etre**

Seulement les autres



Marocain t Fier De L'Etre aid moubarak said bkol matmniito

20 septembre 2009, à 01:50

476 personnes aiment ça.



Plus de 30 ans à votre service. Merci!

Prix imbattables vers:
Casablanca, Alger, Oran,
Tunis, Beyrouth, Abidjan,
Dakar, Nouakchott, Libreville.

Assurance de vol et de transport public offerte gratuitement à tous nos clients. Valeur de 100.000 \$

1118, Ste-Catherine O. Bureau 505 (Métro Peel)
Téléphone: (514) 878-9547
Sans frais: 1-877-353-6888



Recherches et paiements en ligne en toute sécurité
Europe, Afrique, Moyen Orient, Asie, Canada,
États-Unis, Amérique du Sud

Nos spécialités à tarif très réduits vers:
Les Caraïbes du Sud, soleil des Caraïbes, croisières

www.clicvoyages.ca



1400, Sauvé Ouest, suite 245, Montréal (Qc) H4N 1C5

Toutes destinations. Réservations garanties.
Services de voyages. Services touristiques.

Meilleurs tarifs pour le Maroc, l'Algérie,
la Tunisie et le Moyen Orient.

اختصاصي في أسفار
العمرة و الحج

TOUTES SORTES DE VISAS
POUR L'ARABIE SAOUDITE

Tél.: (514) 332-0137 ou 1-877-323-4616
Fax: (514) 332-8299
info@safatravel.com <http://www.safatravel.com>

**VOUS AVEZ
LA MARCHANDISE ?**

**NOUS AVONS
VOS CLIENTS !**

LE GRAND IMPACT DE LA PUB SUR MAGAZINE

En couleurs à partir de seulement
69\$

En Noir et Blanc à partir de seulement
49\$

Des rabais sont accordés sous certaines conditions

Pour plus d'infos
514-576-9067




Abdelghani HAKAKAT
Agent immobilier affilié

Gruppe Sutton - sur file inc.
Courtier immobilier agréé
38 Place du Commerce
1^{er} Étage Bureau 1001 115
Téléphone: (514) 769-7010
Cellulaire: (514) 576-4210
Télécopieur: (514) 769-7000



**Service professionnel, courtois et ponctuel. Service trilingue
Bienvenue à tous. Vous servir est un plaisir !**

**Vente, achat, location
Immeuble a revenu
Residentiel et commercial
Nous payons les frais du notaire !**



**ÉCOLE DES CHAMPIONS OLYMPIQUES DE
TAEKWONDO**



Tel: 514-721-8173
E-Mail: info@taekwondoensablier.com
Collège de ROSEMONT, 400, Ste-Anne, Montréal, H1X 2S9, Québec, Canada
WWW.ECOLEDESCHAMPIONSOLYMPIQUES.COM

Les bonnes Adresses

**VOUS AVEZ
LA MARCHANDISE ?**

**NOUS AVONS
VOS CLIENTS !**

LE GRAND IMPACT DE LA PUB SUR MAGAZINE

En couleurs à partir de seulement

69\$

En Noir et Blanc à partir de seulement

49\$

Des rabais sont accordés sous certaines conditions

Pour plus d'infos

514-576-9067



(*Taxes en sus)

**Transitaire International
International Freight Forwarder**

Transport International-Import-Export

Khalid Bouchbika

Groupage
Maritime, aérien et routier

5809, boul. Gouin ouest, suite 103
Montréal (Québec) H4J 1E3

Tél. : 514 331-0326 • Téléc. : 1 866-343-3938 • Cell. : 514 655-5613
continental.tr@gmail.com • www.continental-fret.com

RBC Banque Royale®

Aniss Alkamari
Conseiller en prêts hypothécaires mobile
Banque Royale du Canada

aniss.alkamari@rbc.com
hypothèque.rbc.com/aniss.alkamari

TÉL. : 514-996-2146
TÉLÉC. : 514-678-2343

Soyez adéquatement informé sur vos droits et vos obligations

**Cabinet Fraj
AVOCATE**

Services personnalisés
Conseils juridiques
Procédures judiciaires
Mise en demeure
Mandats d'aide juridique acceptés
Rédaction de contrats et conventions

PRIX ABORDABLES

Fatima Fraj LL.B, Avocate 514 270-4242

Courriel : info@fatimafraj.com Métro Jean-Talon

7121, rue Saint-Denis, suite 410 A, Montréal (Qc) H2S 2S5

www.fatimafraj.com

Negafa Halima
Pour vos mariages maghrébins
Notre savoir faire à votre portée
Hôte d'Accueil Marocaine

- Caftan
- Takchita
- Bijoux
- Ammaria
- Henné (Tatouage)
- Chaise pour mariés (Décoration)

Tél.: 514-255-5770
Cel.: 514-691-5770

Le point sur la situation en Tunisie

Répondant aux exigences des manifestants, les derniers ministres restants de l'ancien régime ont démissionné, alors que l'opinion publique commence à se lasser de plus en plus des manifestations sans fin.

Deux autres ministres ont quitté le gouvernement tunisien, lundi 28 février, un jour seulement après le départ du Premier ministre Mohamed Ghannouchi. Mohamed Nouri Jouini, ministre du Développement et de la Coopération internationale, et Afif Chelbi, ministre de l'Énergie, étaient les deux derniers membres du gouvernement provisoire qui avaient servi sous l'ancien régime.

"Je ne suis pas prêt à être celui qui prend des décisions qui finiront par entraîner des dommages", avait déclaré Ghannouchi, se référant aux affrontements de vendredi à Tunis qui ont coûté la vie à trois personnes. Ghannouchi a ajouté que sa décision n'était "pas une fuite" devant ses responsabilités, et a accusé "des forces inconnues de chercher à provoquer l'échec de l'expérience tunisienne depuis la révolution du 14 janvier".

Le Président par intérim Foued Mebazaa a nommé dimanche Beji Caid Essebsi au poste de Premier ministre. Mebazaa a souligné le patriotisme et la dévotion de cet homme, qui avait occupé les fonctions de ministre des Affaires étrangères sous la présidence d'Habib Bourguiba.

Le Président par intérim envisage de s'adresser cette semaine au peuple tunisien pour présenter son plan de travail pour la prochaine étape.

Après une brève vague de jubilation à cette annonce, les manifestants ont poursuivi leur sit-in dans la casbah, appelant à la dissolution du gouvernement et s'engageant à poursuivre leur action jusqu'à ce que leurs demandes soient satisfaites.

"Nous allons maintenant entrer dans une nouvelle ère, une nouvelle manière de traiter les événements qui prend en compte les exigences de la révolution", a déclaré le secrétaire général du Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL) Mustafa Ben Jaafar lors d'une conférence de presse.

Il a indiqué que la démission de Ghannouchi était "attendue bien plus tôt", la qualifiant de "mesure nécessaire pour mettre un terme à la période ambiguë associée à son gouvernement". Le gouvernement de transition "n'a pas réussi à faire passer le message clair qu'il n'avait plus rien à voir avec l'ancien régime",

selon Ben Jaafar.

"Il n'existe aucune crainte de vide politique consécutif à la démission de Ghannouchi", a-t-il déclaré, mettant en garde contre le fait que "le réel vide est celui qui menacera le pays après le 15 mars", la date prévue pour les élections présidentielles.

Pour sa part, Mokhtar Trifi, secrétaire de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme, a affirmé que le départ de Ghannouchi "était le résultat inévitable des tensions, de l'insécurité et de l'agitation politique dans le pays" et qu'il "ouvrira une nouvelle ère, durant laquelle le pays pourra mettre en place un programme général visant à se doter d'une nouvelle constitution pour la Tunisie et à accélérer les changements politiques".

La réforme politique et le développement sont les deux principales préoccupations du secrétaire d'État adjoint américain William Burns, qui s'est rendu en Tunisie jeudi dernier.

"La Tunisie a aujourd'hui l'occasion d'être un exemple de transition politique et de développement économique", a-t-il déclaré, soulignant l'importance de "l'évènement historique qui a fait de la Tunisie le berceau d'une révolution qui a commencé à se propager dans le reste du monde arabe".

Mais l'opinion publique tunisienne reste partagée. Plus de 2 000 manifestants se sont rassemblés dimanche soir devant la résidence du Premier ministre sortant,

portant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "Merci de ce que vous avez fait !", "Non à la démission" et "La Tunisie a besoin de vous, Ghannouchi".

"Nous avons laissé les personnes opposées au gouvernement de Ghannouchi dire ce qu'elles avaient à dire, c'est maintenant à notre tour de nous exprimer", explique Leila Jouini, une manifestante, à Magharebia. "Tous les Tunisiens ne sont pas d'accord avec ce que souhaitent les manifestants de la casbah".

Certains commencent en effet à montrer des signes de lassitude face aux manifestations incessantes dans le pays.

Ces manifestations ont "affecté l'économie, entraîné la fermeture de nombreuses entreprises, dont les dirigeants ont refusé des négociations abusives et ont choisi de délocaliser leurs investissements vers des pays plus stables et plus sûrs, comme le Maroc", déclare Hayet Ghanmi, journaliste à Essarih, à Magharebia.

Les manifestations ne résolvent pas le problème du chômage, entraînent "le chaos et les brutalités" et retardent "le travail du gouvernement, et la mise en oeuvre de mesures efficaces", selon Ghanmi.

"Les manifestations incessantes et le chaos pourraient constituer une menace pour la Tunisie", conclut Jouini.

Par Houda Trabelsi pour Magharebia

Coopération algéro-américaine en matière de sécurité

Un haut responsable américain en visite à Alger a déclaré qu'il espérait que les gouvernements sauront répondre aux besoins de leurs peuples et garantir de plus grandes libertés.

préoccupations sociales.

"Nous considérons les engagements pris de favoriser les opportunités d'emploi, de logement et d'éducation comme très positifs", a déclaré Burns aux journalistes à l'issue de sa rencontre avec Bouteflika.

Le Président américain Barack Obama s'est également félicité de cette initiative, affirmant que "le gouvernement algérien est à l'écoute des préoccupations et répond aux aspirations de son peuple".

"Nous espérons des mesures supplémentaires de la part du gouvernement, qui permettront au peuple algérien d'exercer pleinement ses droits universels, notamment en matière de liberté d'expression, de liberté d'association et de réunion", a déclaré Obama. Il a ajouté que les États-Unis sont intéressés par la poursuite de la coopération avec l'Algérie.

Pour sa part, le secrétaire d'Etat adjoint a déclaré aux journalistes à Alger que son pays avait préalablement exposé son opinion sur la levée de l'état d'urgence, soulignant qu'elle était liée à un engagement "positif et très clair".

"Nous espérons que ces mesures seront mises en place aussi rapidement que possible", a-t-il ajouté, soulignant que les États-Unis donnent "la priorité" à leurs relations avec l'Algérie, qui offre "un grand potentiel" en termes de développement.

Burns a également confirmé que sa visite en Algérie intervient à un moment "où l'ensemble de la région connaît de pro-

fonds changements", ajoutant que "les peuples aspirent à la liberté, à la dignité et aux opportunités."

"La réalisation de ces ambitions prendra différentes formes selon les sociétés", a expliqué Burns. "Nous espérons que la réponse à ces aspirations sera plus ouverte, plus sérieuse, plus claire et aussi rapide que possible."

Pour sa part, le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a confirmé que la visite de ce haut responsable américain était destinée à organiser des consultations dans différents domaines de la coopération bilatérale politique, sécuritaire et économique. Il a expliqué qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une série régulière d'échanges entre les deux pays.

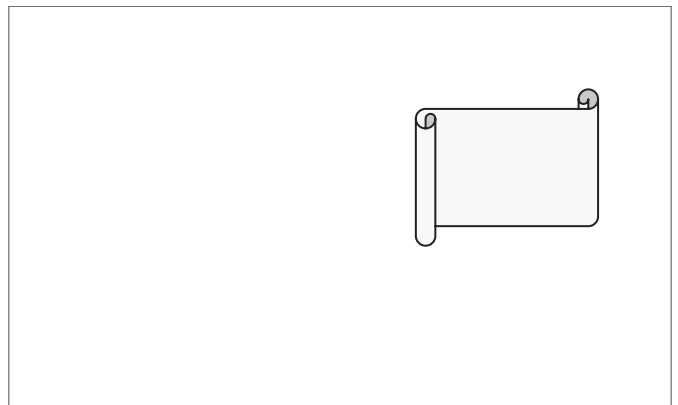
"Nous profitons de l'occasion de la visite de ce responsable américain à Alger pour organiser des consultations sur la coopération bilatérale entre nos deux pays dans tous les domaines de la politique, de la sécurité et de l'économie", a déclaré Medelci.

Il a souligné que la situation dans la région et la visite de ce responsable américain en Égypte et en Tunisie donneront à l'Algérie "la possibilité d'évaluer les conditions spécifiques à ces deux pays, ainsi que dans d'autres pays arabes qui connaissent également des situations particulières".

Par Walid Ramzi pour Magharebia

Le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires politiques William Burns est arrivé à Alger, le jeudi 24 février, pour y rencontrer des responsables algériens et parler de la situation dans le monde arabe après les récentes agitations.

Burns a félicité le Président Abdelaziz Bouteflika pour la levée de l'état d'urgence en Algérie, affirmant que cela constituait une mesure "très positive". Il a ajouté qu'il espérait que Bouteflika respecterait ses promesses de répondre aux



Le Maroc, une dictature ?

Dernièrement j'ai lu un article écrit par Patrick Lagacé journaliste au journal La Presse de Montréal ou il arrive à la conclusion que le Maroc est une dictature et le roi Med VI est un dictateur. Mais à la lumière des manifestations du 20 Février 2011, j'ai fait exception a mes habitudes de ne pas commenter les articles provocateur et j'ai décidé de répondre à M Lagacé.



Par Nouredine Fakhri

Je vous avoue, en tant que marocain, que lire dans l'article de M Lagacé que le Maroc est une dictature et que le roi du Maroc est un dictateur, m'a en 1er lieu surpris, et en second amusé car, en mon sens, cela démontre que plusieurs journalistes (incluant M Lagacé) ne connaissent du Maroc que ce que ce journaliste avait écrit: Des plages magnifiques !

Il est compréhensible qu'avec les événements qui se passent en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, M Lagacé a voulu écrire un article sensationnaliste mais là, il a déformé la réalité; Ce qui est une insulte à l'intelligence des 32 Millions de Marocains ! Car classer le Maroc de dictateur, signifie que tout le peuple marocain est abruti, et que le système d'éducation marocain est un système juste bon à produire des dictateurs; Ce qui est à mon avis archi faux !

Avec les jours qui passent, cette idée de prouver le contraire et de convaincre M Lagacé qu'il s'est trompé dans son analyse m'obséda au point de me poser moi-même cette question en vue d'aller au fond du système marocain d'une façon rigoureuse et scientifique... Au delà mon appartenance marocaine,

afin de trouver des arguments logiques, voire scientifiques, à opposer à M Lagacé et lui prouver qu'il a eu tort de traiter le Maroc de dictature et son roi de dictateur.

C'est quoi une dictature ? C'est quoi un régime totalitaire ?

Selon Wikipedia, " La dictature désigne un régime politique dans lequel une personne ou un groupe de personnes exercent tous les pouvoirs de façon absolue, sans qu'aucune loi ou institution ne les limite " tandis que le totalitarisme est le " système politique des régimes à parti unique, n'admettant aucune opposition organisée, dans lequel l'État tend à contrôler la totalité des activités de la société, s'immisçant, contrairement à une simple dictature, jusque dans la sphère privée des familles et des citoyens, et tentant non pas de limiter la noosphère et les possibilités de pensée, d'expression, de création, de recherche et de réunion, mais de les contrôler aussi étroitement que possible, en imposant à tous les citoyens l'adhésion à une idéologie obligatoire, hors de laquelle ils sont considérés comme ennemis de la communauté "

Or la monarchie marocaine n'est ni une idéologie, ni une pensée unique: le Maroc est une monarchie constitutionnelle, avec une constitution, des parties politiques, un parlement, une chambre de conseillers, des élus locaux, régionaux, une opposition, une presse multiple, avec le droit de manifester de se réunir, de se syndiquer, etc.

En résumé, il n'y a pas d'idéologie unique, ni de pensée unique qui mène le pays: Dans les cafés de Casablanca, de Khouribga ou de Marrakech, vous pouvez discuter de n'importe quoi sans que personne vienne vous mettre les menottes aux mains. Cela est le contraire d'un pays où il règne une dictature

Bien sûr, cette même constitution confère au roi des prérogatives et des droits bien définis, et confère une certaine sacralité au Roi, mais c'est un choix des marocains et du Maroc. Pour les gens

qui ne sont pas familiers avec le système marocain, le fait que la personne du roi est constitutionnellement sacrée, rime pour eux un système totalitaire.

Le système marocain est-il parfait ? Bien sûr que Non !

Oui, il y a de la corruption ! Oui il y a du favoritisme, du népotisme ! Mais il n'y a pas de système politique parfait au monde, même au Québec où je vis depuis les 31 dernières années, la corruption existe.

Avant de porter un jugement radical, il faut voir d'où le Maroc vient: En moins de 60 ans, il est passé d'un pays féodale et tribal, à un état nation Moderne où la cohésion sociale se fait autour du monarque.

Il fallait des sacrifices d'un peuple, tout ensemble, entier, incluant son roi, pour réaliser et accomplir ce qui est devenu le Maroc de 2011. La grande majorité des marocains toutes classes confondues, veut continuer à vivre dans une monarchie et se contentent de ce système. Reste à l'améliorer et à le faire évoluer. D'ailleurs la tendance, depuis une dizaine d'années, est en train de ce faire vers un système politique où le premier ministre sera issu de la majorité parlementaire, avec un programme électoral claire. Il sera imputable avec son gouvernement au parlement et au peuple et qui ne sera pas reconduit s'il ne livre pas la marchandise !

Certes, les changements politiques sont très lents à se réaliser, mais les manifestations du 20 février dernier ont montré, d'une part, que le Maroc est loin d'être un dictature sanguinaire et, d'autre part, que le peuple marocain est mûr pour mener son destin à bon port.

Le Maroc n'est en rien comparable avec l'Égypte, la Tunisie ou la Lybie. Ce serait sûr que si ces pays avaient les mêmes libertés que les marocains, la tournure des événements aurait été autre !

MARS 2011 (entre le 20 et le 30 mars 2011)

SÉANCES D'INFORMATION SUR LE
NOUVEAU CODE DE LA ROUTE MAROCAIN

AVRIL 2011

CONFÉRENCE: LA CRISE DE L'ADOLESCENT ET LA
CONSÉQUENCE D'UN SYSTÈME FAMILIAL DÉFAILLANT

JUIN ET JUILLET 2011



MAI 2011 : 1er ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FONDATION
ET PROGRAMME DE PARTAGE

JUIN ET JUILLET 2011

SÉCURITÉ DES PIÉTONS (ACTIVITÉ AU MAROC)

AINSI QUE D'AUTRES ACTIVITÉS PRÉVUES EN
AOUT, SEPTEMBRE, OCTOBRE, NOVEMBRE ET
DÉCEMBRE...

PROGRAMME D'ACTIVITÉS 2011

Associations en Action

Compte Rendu de l'assemblée générale du centre de la culture maghrébine du Québec (CCMQ) 19 Février 2011.



S. Med Rabii Debbi

Le 19 Février 2011, l'assemblée générale du centre de la culture maghrébine du Québec (CCMQ) s'est tenue au local 101 du centre des loisirs communautaires Lajeunesse (Montréal), sous la présidence de Sidi Mohammed Rabii DEBBI, président de l'association.

Les adhérents ont été convoqués par e-mail, par communiqué sur un journal communautaire et par une annonce à la page Facebook de l'association.

Étaient présents :

M. DEBBI, Mme. ZOURGANI, M. DRABI, M. TAHMI, M. AZAD, M. OURRAS, Melle. MOURCHAD, M. ZOUHAIDI, et deux autres invités.

M. DEBBI a ouvert l'A.G à 19h par son mot du président-fondateur, il a relaté les éléments phares ayant marqué le parcours de l'association depuis la création en février 2006.

Il a ensuite, souhaité la bienvenue aux membres présents à cette assemblée

générale ordinaire et pour le besoin fonctionnel de l'A.G, il s'est préposé autant que président de l'assemblée.

Dans l'optique de la reconstitution des administrateurs du CCMQ, M. DEBBI a proposé un mandat de 2 ans pour les nouveaux membres du bureau.

Le nouvel organigramme se compose d'un président dirigeant et représentant de l'association, d'un(e) secrétaire générale, chargé(e) du fonctionnement administratif de l'association et d'un(e) trésorier chargé(e) de la gestion financière.

La dite composition a été appuyée et acceptée à l'unanimité par les membres de l'assemblée. Le président de l'assemblée a communiqué les noms des dirigeants sortant et proclamé aux candidats intéressés de se présenter pour les postes à combler : Président, secrétaire générale et trésorier. M. DEBBI a pris soin d'expliquer en quoi consiste la responsabilité des différents postes disponibles et Mme. ZOURGANI a pris note des propositions de mise en candidature pour chaque poste disponible.

A main levée, les membres de l'assemblée ont voté les nouveaux administrateurs suivants :

M. Sidi Mohammed Rabii DEBBI : Président réélu.

Mme Siham ZOURGANI : Secrétaire Générale élue.

M. Khalid OURRAS : Trésorier élu.

Rappelons que le CCMQ a pour mission de maintenir et de renforcer la culture maghrébine au Québec tout en développant et raffermissant les liens avec la société canadienne en général et québécoise en particulier. Ses membres veillent à la promotion des intérêts de la communauté maghrébine du Québec et participent à des œuvres charitables.

Objectifs du CCMQ

* Diffuser la culture, les coutumes et les traditions maghrébines;

* Offrir des services d'ordre récréatif, éducatif, culturel et artistique à la communauté maghrébine et québécoise;

* Promouvoir le tourisme et les activités touristiques entre les pays du Maghreb et le Canada;

* Organiser et participer à des œuvres philanthropiques;

* Recueillir des fonds pour des associations caritatives;

* Inciter, encourager et soutenir les individus, groupes et institutions à mettre en place des productions culturelles;

* Développer les liens avec la communauté maghrébine hors Québec;

* Renforcer le sentiment d'appartenance des membres à la communauté maghrébine;

* Encourager les membres à participer aux événements, célébrations et commémorations organisés par la communauté maghrébine.

Dans ce contexte, le CCMQ a organisé plus grande soirée de musique andalouse à Montréal, soirée organisée en partenariat avec la fondation Hassan II et l'association Ribat Al Fath pour le bénéfice ses handicapés des zones rurales du MAROC. Il a aussi organisé une exposition artisanale maghrébine à Montréal.

À l'issue de l'assemblée générale, il a été décidé d'organiser, pour 2011, deux soirées bénéfiques ainsi qu'un séjour linguistique, au Maroc, en vue d'apprendre la langue amazighe et arabe aux étudiants québécois .

Ce calendrier berbère controversé !

Après l'annonce du nouvel an amazigh dans les médias et dans les divers sites internet marocains et étrangers, on est étonné de constater que la date du 1er jour de ce comput ne soit pas la même dans le monde amazigh, alors que ce calendrier est d'une création historiquement récente.



Par Lakhdar Omar, Ingénieur en Chef à la retraite

Apparemment, il était instauré pour la première fois en Algérie vers 1980. Ce comput, basé sur le principe du calendrier dit " julien ", avec comme début de l'année le 12 janvier de l'année civile, a comme point départ l'intronisation du souverain berbère Shichaq ou Chichonq sur le trône égyptien à la place du Pharaon Psousennis II.

Qui est donc Shichaq ou Shishonq? - Nom porté par cinq souverains égyptiens d'origine libyque (XXII et XXIII ème) des Mashaoush qui étaient venus de Libye. Installés dans le delta du Nil en colonies étrangères, ils alimentaient l'armée égyptienne en mercenaires. Leurs chefs prirent de l'importance au point que l'un d'eux, Shishonq 1er, s'empara du pouvoir à la mort de Psousennis II, inaugurant ainsi la XXIIème dynastie. (946 à 913 av. le Christ)

De Bubastis, sa capitale, il marcha sur Thèbes et fit désigner, par oracle, son fils comme grand prêtre d'Amon, mot d'origine amazighe : aman signifiant eau et représentant une divinité égyptienne. C'est à ce moment que le clergé d'Amon émigra à Napata. Après la mort du roi Salomon, Jéroboam (Rehavam), un de ses anciens officiers qui s'était

exilé en Egypte après l'échec d'un complot, rentra à Jérusalem. Les réformes de l'Etat qu'il exigea de Roboam, fils et successeur de Salomon, furent rejetées. Dans le conflit qui s'ensuivit, Jéroboam reçut le soutien du pharaon Shichonq 1er, qui envahit et pilla le royaume de Roboam et le temple. Cet événement important qui marqua l'Histoire des Juifs, fut cité dans la Bible (Rois I - Chapitre 14-verset 25):

"Ce fut au cours de la 5ème année du règne de Rehavam, que le roi d'Egypte Shichaq attaqua la ville de Jérusalem."

Cet événement qui avait valu un grand prestige à Shichonq, ramena vers l'Egypte la navigation entre la Mer Rouge et Tyr. Cela avait permis le contrôle des voiles caravanières, reliant le delta du Nil à la Syrie et à toute l'Asie antérieure. Sur un grand portique à l'avant du temple de Karnac, on peut lire la liste des cités soumises d'Israël et de Juda.

L'ère Shichaq comme les autres ères, est un point fixe auquel on rapporte les années par leur numéro d'ordre. Les ères ont été nombreuses dans l'histoire; plusieurs sont encore en usage. Toutes présentent une particularité commune: elles ont été définies longtemps après l'événement qui les inaugure, leur emploi est entré dans les mœurs plusieurs siècles après leur début théorique; la date des événements dans le début d'une ère et, a fortiori, avant cette ère, est un artifice commode, nécessaire sans doute, mais ne répond pas à une réalité historique. Au surplus, la plupart des événements choisis comme ères remontant à un lointain passé, sont rarement bien définis et peuvent parfois être considérés comme mythiques.

Le calendrier marocain dit ' filahi ' qui est connu depuis plusieurs siècles au Maroc et sur lequel vint se greffer, le calendrier amazigh, se réfère lui aussi au calendrier julien. Ce dernier céda la place au calendrier civil à la suite de la réforme grégorienne du 5 octobre 1582. Les dates antérieures à cette date sont communes aux calendriers julien et civil. A partir de ce moment, la date d'un évé-

nement quelconque est majorée sur le calendrier grégorien par rapport au calendrier julien et agricole marocain de:

10 jours : entre le 5 octobre 1582 et le 28 février 1700.

11 jours : entre le 1er mars 1700 et le 28 février 1800.

12 jours : entre le 1er mars 1800 et le 28 février 1900.

13 jours : entre le 1er mars 1900 et le 28 février 2100.

Avec toutefois une petite différence : les marocains continuent comme par le passé d'admettre l'année bissextile et ajoutent un jour non à la fin de février mais à la fin de décembre, ce qu'ils appellent al-kabs. Dans ce cas précis, le mois de décembre comporte 32 jours.

Or on s'aperçoit curieusement que le 1er jour du nouvel an Berbère est annoncé au Maroc le 13 janvier et dans divers sites internet par des dates différentes.

Le 1er Yanner est-il donc le 12 ? le 13 ou le 14 janvier ?

Si on se réfère au calendrier julien, le 1er janvier 2011, identique au 1er yennair 2961 (ère amazighe) doit correspondre au 14 janvier 2011 d'après les calculs du bureau de longitudes de Paris. D'après ce qui précède, la formule simple suivante, nous donne le 1er jour de l'année dite julienne ou filahipar rapport au calendrier de l'année civile :

Jour année julienne + 13 = jour année civile

Ou: $1 + 13 = 14$

Par conséquent, les dates du 12 ou du 13 janvier n'ont pas de sens. Ces dates correspondent au 1er janvier du calendrier julien des époques comprises entre 1700 et 1900 comme c'est indiqué ci-dessus. Probablement, c'est par méconnaissance du système du calendrier julien qu'une telle erreur fut introduite dans la détermination de ce comput. Il serait donc temps d'apporter les corrections nécessaires.

Lakhdar Omar
o.lakhdar@voila.fr

Pourquoi la France soutenait-elle depuis des années durant, Ben Ali et Moubarak ?

Notre Petit Village la terre !

J'ai passé une semaine en Tunisie le mois de novembre dernier: Il faut être aveugle pour ne pas ne pas y voir et sentir, le climat d'oppression et d'intimidation, que subissait le peuple tunisien.



Par Mustapha Bouhaddar

Quand on va au kiosque de journaux, on ne trouve que les quotidiens qui soutiennent le régime de Ben Ali et la famille Trabelsi qui contrôle tout le business en Tunisie. La censure est omniprésente partout, même dans les cybercafés où on vous demande votre carte d'identité ou votre passeport, avant de vous attribuer un poste.

Personne n'est dupe ! Tout le monde sait que la France est au courant de ce qui se passe en Tunisie. Quand on posa la question au ministre de la culture Frédéric Mitterrand le 9 janvier 2011 sur Canal plus, sur les troubles dans ce pays, ce dernier répondit à la journaliste qu'en Tunisie, la condition des femmes est tout à fait remarquable. Il y a une opposition politique mais qui ne s'exprime pas comme elle pourrait le faire en Europe. Mais dire que la Tunisie est une dictature univoque, comme on le fait souvent, lui semble tout à fait exagéré. Une semaine plus tard, après avoir été critiqué par tous les médias, le ministre de la culture regrettera ses propos. Il dira dans une lettre publiée par l'hebdomadaire *2 Réalités* sous le titre "Lettre de Frédéric Mitterrand au peuple tunisien" : « Alors que le peuple tunisien est parvenu par ses seules

forces à se débarrasser de la chape de plomb qui pesait sur lui, je regrette profondément que mon attitude et les expressions qu'il m'est arrivé d'utiliser aient pu offenser des gens que j'ai toujours voulu aider et que j'admire et que j'aime. »

Par ailleurs, Frédéric Mitterrand avait reconnu jeudi avoir obtenu la nationalité tunisienne dans les années 90 après l'organisation d'une année de la Tunisie en France, une série de manifestations culturelles. « Il se trouve que, sans doute peut-être, le régime a essayé de me récupérer en me donnant la nationalité, mais je n'ai pas fait de compromis, aucun. » a-t-il déclaré aux médias. Si c'est le cas, pourquoi alors a-t-il affirmé quelques jours plutôt que ce pays serait une "dictature univoque" en réponse à une question sur la répression, déjà en cours, des manifestations ?

Autre cas, c'est Michèle Alliot Marie le ministre des affaires étrangères, qui a passé ses vacances en Tunisie entre Noël et la première année de l'An. Interrogée, le 31 janvier, par « Le Canard », la ministre a reconnu avoir pris place, avec son compagnon, Patrick Ollier, ministre des Relations avec le Parlement, et ses parents à bord d'un avion de 9 places Challenger 600, immatriculé TSI-IBT, appartenant à l'homme d'affaires Aziz Miled et à Belhassen Trabelsi, le beau-frère de Ben Ali soi-même.

On comprend pourquoi alors Le ministre des affaires étrangères proposera son aide à la Tunisie pour mater les manifestants. Elle essaiera quelques jours plus tard de rattraper sa bourde en déclarant le mardi 12 janvier : « J'ai juste proposé le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité, pour permettre de régler des situations sécuritaires de ce type. C'est la raison pour laquelle nous proposons effectivement aux deux pays [ndlr, l'Algérie et la Tunisie] de permettre dans le cadre de nos coopérations d'agir pour que le droit de manifester puisse se faire en même temps que l'assurance de la sécurité ».

Quelques jours plus tard, lors de la confé-

rence de presse donnée à l'Élysée, lundi matin, Nicolas Sarkozy ne s'est pas contenté d'aborder la question du G20 à venir. Le chef de l'État est également revenu sur la situation en Tunisie, affirmant que Paris n'avait "pas pris la juste mesure" de la "désespérance", et de la "souffrance" des Tunisiens. Quant aux propos polémiques de Michèle Alliot-Marie, Nicolas Sarkozy a assuré que son ministre des Affaires étrangères avait voulu "éviter qu'il y ait plus de drames" en proposant le soutien policier de la France.

Une autre bourde de la ministre des affaires étrangères mais de moindre calibre cette fois-ci, qui se rajoute à la précé-

Lire la suite page 27

Pourquoi la France soutenait-elle depuis des années durant, Ben Ali et Moubarak ?

Suite de la page 26

dente, c'est ce petit mensonge par omission au « Parisien » (3/1), qui l'interrogeait justement sur une éventuelle invitation de Ben Ali, « *J'ai payé mes vacances* », affirme-t-elle, indignée que l'on puisse soupçonner le contraire. La facture de l'hôtel de Tabarka (propriété du généreux Aziz Miled), MAM ne se souvient plus à quel nom elle a été établie, fait-elle dire au « Canard ». Alliot ? Marie ? Ollier ? Mais, juré craché, elle a été réglée. Quand au voyage en jet privé, un simple service rendu pour un ami obligeant. Quand on aime, on ne compte pas. MAM a donc payé ses vacances....exception faite de l'épisode le plus coûteux.

Il n'est pas de pensées révolutionnaires. Il n'est que des actes révolutionnaires.

L'Égypte a pris exemple sur la Tunisie et a manifesté dans la rue, le mouvement prend de l'ampleur de jour en jour, et les politiques français sortent de leur mutisme, à l'image de Laurent Fabius qui a déclaré mercredi sur Europe 1 qu'il était "dans l'ordre des choses" que Hosni Moubarak quitte le pouvoir en Égypte. "C'est une révolution de la dignité" qui se déroule dans le pays, a-t-il martelé, indiquant que "s'il était Égyptien", il participerait aux manifestations. À son sens, la France ne s'implique pas assez dans la résolution de la crise égyptienne. Il s'agit maintenant pour le gouvernement français "de ne pas agir à contre-temps", afin d'"aider" l'Égypte à se redresser politiquement. Comme pour la Tunisie, la France poursuit sa politique de neutralité, il vaut mieux soutenir un pouvoir même s'il n'est pas démocratique, du moment qu'il fait bloc aux islamistes, que ce soit en Égypte ou en Tunisie.

Comme Ben Ali, Moubarak est lâché par l'armée, dont il est issu et qui est grandement financée par les États-Unis, lesquels ont les premiers pris leurs distances, Moubarak a déjà perdu la face et la partie. Il peut bien s'agripper, tenter des concessions trop tardives ou poser au rempart vivant contre l'islamisme des Frères musulmans, le raïss est irrémédiablement poussé vers la rue, qui n'en veut plus. Le mouvement politique des Frères musulmans existe depuis belle lurette en Égypte, ce n'est pas un parti politique dangereux, ni dictatorial

comme le pensent certains. Et les diplomates européennes, dont la France justifie la prudence timorée de leurs communiqués sur Moubarak par ce danger. Les États-Unis, qui ont plus de poids dans la partie, ont, eux, changé d'avis. Ils considèrent désormais que les mouvements qui se sont levés en Égypte comme en Tunisie ne doivent pas grand chose au fondamentalisme religieux. Et que c'est au contraire, en soutenant les dictateurs comme Moubarak ou Ben Ali, et leurs régimes dictatoriaux, et corrompus, qu'on facilite la montée des islamistes. Mais, même si ce danger n'est pas à négliger, surtout en Égypte, où le fondamentalisme n'a cessé tout au long des années Moubarak de progresser dans l'ombre, il n'est pas d'actualité. Il n'y a qu'à voir la détermination des manifestants, qui après 120 morts, continuent à revendiquer dans les rues du Caire pour réclamer le départ de Moubarak, ils ne vont pas mettre un dictateur dehors pour se retrouver avec un ayatollah. Les jeunes égyptiens, tout comme les jeunes tuni-

siens, ne descendent pas dans la rue pour remplacer un régime autoritaire et corrompu par un régime tyrannique et barbus.

Une pensée pour ce jeune tunisien qui s'est immolé par le feu, son geste a provoqué l'indignation de tout un peuple qui est descendu dans la rue et a mis le dictateur hors du pays. Un siècle avant lui, le poète tunisien Abou el Kacem Chebbi a écrit : « Si un peuple veut un jour la liberté, il faut qu'il prenne son destin en main, et qu'il brise ses chaînes. »

Le poète a été entendu, et, je tiens à saluer le courage et la détermination des centaines de milliers de ceux qui, au péril de leur vie, ont fait cette révolution. Comme l'a écrit Victor Hugo jadis, « Savoir distinguer le mouvement qui vient des convoitises du mouvement qui vient des principes, combattre l'un et secondar l'autre, c'est là le génie et la vertu des grands révolutionnaires. »

Unification des flottes Atlas Blue et Royal Air Maroc à compter du 1er mars 2011

Le conseil d'administration de Royal Air Maroc s'est réuni le 10 février sous la présidence du Président Directeur Général Driss Benhima. Parmi les points qui figuraient à l'ordre du jour, l'intégration des activités d'Atlas Blue.

Atlas Blue est un producteur d'heures de vol qui opère pour le compte de RAM des vols réguliers et charter, à bas coûts, sur son réseau point à point. A l'issue de la réunion, les membres du conseil d'administration de RAM ont convenu ce qui suit:

- En acte de bonne gouvernance, il a été décidé de confier la gestion de la flotte Atlas Blue à Royal Air Maroc à compter du 1er mars 2011. La passation de la gestion se fera avec le maintien des mêmes conditions opérationnelles de la filiale en termes d'activité, de réseau, de politique commerciale, d'offre et de distribution. Cette opération s'ins-

crit dans le cadre de la consolidation et de la mutualisation des ressources du Groupe avec l'harmonisation et la recherche de synergie entre les deux entités.

- L'intégration des activités de la filiale au sein de RAM n'aura aucun impact sur les qualifications et les rémunérations du personnel Atlas Blue, toutes catégories confondues. Plus particulièrement, s'agissant du personnel navigant commercial, il continuera d'assurer les vols « point à point » de et vers les différentes bases de province marocaine.

- L'opération n'aura aucune incidence fâcheuse sur la carrière du personnel Atlas Blue. En fait, elle leur permettra d'aspirer à plus de possibilités d'évolution de carrière et de mobilité au sein du Groupe Royal Air Maroc.

Aeronautique.ma / Communiqué RAM

Panorama de l'Actualité du mois de Février

Le mouvement du 20 février pour le changement et le débat qu'il a lancé socialement et politiquement s'accapare une bonne partie de la retro de ce mois. Inévitable !



Par Salaheddine Lemaizi

Le 20 février, le Maroc change-ra

Le Maroc d'après le 20 février ne ressemble plus au Maroc d'avant cette date. Le Maroc change-ra, l'Histoire s'accélère. D'une société où le débat politique était absent, le pays s'est muté en une agora. Thème de ces derniers jours: gestion de la "Cité". Facebook est pris d'assaut par les pros et antis "20 février". Tout y passe ! Prérrogatives du roi, nature du système politique (monarchie exécutive, constitutionnelle ou parlementaire), pouvoir illimité de l'entourage royal (spécialement Majidi dans le business et El Himma en politique), rôle du premier ministre, place de la religion dans la sphère publique, statut de l'amazigh comme culture et langue, etc...

Dans ces débats, on a eu droit au meilleur comme au pire. D'un côté, des vidéos saisissantes ou des réflexions avant-gardistes. De l'autre, des insultes, des accusations, du sabotage ou de la manipulation. Par moments, le web marocain est devenu le champ d'une bataille ou chaque camp n'hésite pas à user des coups bas pour faire pencher la balance de son côté.

Ce mouvement virtuel a fait son coming out le 20 février. Ce fameux dimanche 37000 selon le ministère de l'Intérieur sont sortis dans les rues de 53 villes et villages pour exprimer leur désir du "changement" et leur volonté de voir "un Maroc sans corruption et passe-droits". Les organisateurs eux parlent de 230 000 Marocains qui auraient descendus dans les rues avec le même mot d'ordre. Globalement, ces marches et sit-in se sont déroulés dans

une ambiance pacifique, hormis huit villes où des débordements ont été causés par des "fauteurs de trouble". Le lundi 21 février, le Maroc politique, sécuritaire et social étaient fiers d'avoir pu réussir ce premier test.

Le seul secteur à avoir raté le coach, c'est le champ médiatique marocain. Al Oula comme 2M ont "zappé" cet événement de leur planning. Sans parler de l'agence MAP qui a fait une couverture tout sauf professionnelle de l'action du "mouvement du 20 février". Dommage !

Le 26 et 27 février dernier ce mouvement annonce de nouvelles actions. L'Intérieur riposte en interdisant ses marches, sous prétexte "qu'elles ne sont pas autorisées". Le jour J, les autorités réagissent avec ambivalence. Elles laissent faire les 2000 manifestants de Casa et de Rabat et répriment dans le sang ceux d'Agadir (45 blessés dont 3 graves). "Avec 50 000 personnes ce deuxième week-end, pour nous c'est un bilan positif", estime les organisateurs. Alors que les détracteurs parlent déjà de "l'essoufflement d'un épiphénomène". À suivre.

Un Conseil et un timing

Le roi Mohamed VI a présidé le lundi 21 février la cérémonie d'installation du Conseil économique et social (CES). Cette structure constitutionnelle (article 93) composé de 100 membres a un rôle consultatif. Le timing de cette sortie a fait dire à certains analystes que "c'est une réponse royale au mouvement du 20 février", d'autres jugent que la désignation du CES "était déjà prévue depuis bien longtemps". A ce propos, on retient de l'allocution royale : "Nous nous sommes constamment refusé à céder à la démagogie et à l'improvisation dans Notre action visant à consolider notre modèle singulier de démocratie".

Le double drame des marocains de Libye

La révolution libyenne a eu des conséquences sur la vie des 100 000 Marocains basés dans ce pays. Les familles des ressortissants marocains restent très inquiètes sur le sort de leurs proches. Surtout que l'opération d'évacuation n'avance pas au rythme souhaitée. Seuls 3000 de ces travailleurs expatriés viennent de retourner au Maroc. La cellule de crise composée des départements des MRE (Ameur) et des Affaires étrangères

semble manquer de réactivité. Les Marocains de Libye ne trouvent plus un interlocuteur dans l'ambassade à Tripoli ou dans les consulats de ce pays. Il aura fallu trois semaines pour que les autorités envoient deux bateaux marocains pour accélérer le départ des Marocains. Lundi 28 février, 4000 parmi eux devaient embarquer vers le Maroc. À noter que les Marocains de Libye sont une population de situation sociale modeste et qui subit sous le règne du sanguinaire Khadifi les pires sévices, d'ailleurs 2500 d'entre eux sont derrière les barreaux.

Maroc-Canada. Business must go on

Les hommes d'affaires marocains et canadiens emboitent le pas des politiciens de leur pays. Après la visite de Stéphan Harper au Maroc le mois dernier, un Conseil d'affaires maroco-canadien vient d'être mis en place. La nouvelle structure liera la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et l'Alliance des manufacturiers et exportateurs du Québec rapporte le quotidien L'Economiste. Elle sera présidée par le jeune Saad Sefrioui, président de la Fédération des entreprises d'artisanat. Ce conseil devra dynamiser les échanges commerciaux entre le Maroc et le Canada. Les deux pays devraient signer un accord de libre-échange dans les prochains mois.

La citation : Eric Geret, coach de l'équipe marocaine de football

Parlant du derby Algérie-Maroc : "ça sera un match difficile pour les deux nations. De notre côté, on fera tout pour le gagner et prendre de l'avance par rapport à l'Algérie, qui est un concurrent direct dans ce groupe. Dire que la pression sera seulement du côté algérien est totalement faux. C'est un match à 6 points. Il sera très heureux celui qui sortira vainqueur de cette empoignade".

Le chiffre : 130 000

Le Maroc a enregistré la plus grande progression en nombre d'ouverture de comptes Facebook au monde avec plus de 130 000 nouveaux comptes lors du mois de février. Ainsi, FB compte 2 630 000 profils marocains. Les mauvaises langues expliquent cette progression par l'arrivée massive des services secrets sur cet outil pour surveiller les activités des Marocains sur ce réseau social.

Football ...Opium des peuples

Pages sportives...

En ces temps de révolutions populaires et manifestations qui secouent quelques pays du monde arabe, l'information sportive est reléguée au dernier rang, en termes d'importance et d'intérêt.



Par Said Chayane

En suivant chaque jour les manifestations de colère de nos frères tunisiens, j'ai été admirablement surpris par la qualité et niveau d'instruction des jeunes de Cartage.

J'ai été en particulier séduit par le commentaire d'un jeune licencié en droit, chômeur déguisée en gardien de voitures .Voici son récit :

" Depuis 6 ans ,j'ai rangé mon diplôme universitaire et mes ambitions de jeune diplômé, j'ai troqué mes habits civils contre cette blouse bleu nuit, de gardien de voitures devant une administration où je rêvais de travailler.

Pris dans la tourmente de la vie quotidienne et des besoins incessants de ma famille, J'ai cessé de penser à l'injustice, à la misère, à la colère, aux filles et à mon avenir.

À longueur de journées et de semaines, avec mes pairs, on parlait que de FOOTBALL!!!!

Qui va gagner? L'étoile de Tunis ou Taraji,qui va entraîner l'équipe de Sfax....Est ce que tel joueur va être sélectionné?....Quelle chaîne passe le Derby ?

Que Dieu maudisse le FOOTBALL....

Il nous a hypnotisé pendant 25 ans et pendant ce temps, Ben Ali , Laila " Gin

Gordon's " et ses frères nous dépouillaient. "

La révolution des jeunes tunisiens a certes permis de prendre conscience de cet outil de marginalisation, dans ce cas là c'était le Foot, dans d'autres cas, c'est l'alcool, la drogue ou les comprimés psychotropes

Au Maroc, non plus, le Football et la politique ne font pas bon ménage : le législateur, en adoptant un projet de loi anti hooliganisme a annoncé la couleur. Des peines d'emprisonnement et des amendes sévères sont prévues à l'encontre des supporters casseurs.

Beaucoup de mesures répressives hélas mais peu de mesures préventives ou pédagogiques.

Sans langue de bois, le football est grosso modo un sport de peuple et de prolétaires et les stades sont un espace de libertés et d'expression indéniable. C'est également un espace de dévouement et de consommation de drogues qu'on le veuille ou non.

Les actes de vandalisme à la sortie des stades, pour une part, sont l'expression de la pauvreté et, pour une autre, la protestation contre cette situation de pauvreté.

Les autorités interviennent rarement pour appréhender les vendeurs ou consommateurs de drogues devant et dans les stades mais contrôlent toujours les slogans, le contenu des banderoles et surtout les Tifos géants qui sont de plus en plus à la mode.

Par ailleurs, les matchs de Foot sont souvent reportés à la dernière minute en raison des manifestations pacifiques que connaît le Maroc ces derniers jours.

En effet, les autorités sont conscientes que les flux humains à la sortie des stades sont difficilement maîtrisables, de surcroît, un jour de manifestations pour des revendications sociales.

Dans le monde entier, la valeur la plus attachée au football est sans conteste celle de "sport populaire", Il se classe encore en tête pour "l'ambiance", "l'esprit d'équipe" ou "la volonté de gagner". Plus étonnant, il est aussi considéré comme un sport à la mode."Mais pas comme un sport évoquant la modernité "

Pourquoi en serait-il autrement dans nos pays arabes...Le football serait-il devenu l'opium des peuples?



Algérie-Maroc : La diplomatie par le football

Les Verts et les Lions de l'Atlas se considèrent, pour la CAN, comme des frères, non comme de simples rivaux. Le football reflète-t-il désormais la diplomatie au Maghreb ?

L'Algérie et le Maroc ont souvent réglé leurs relations conflictuelles sur un terrain de football. Aujourd'hui, alors que ces pays voisins envisagent des accords économiques et sociaux autrefois jugés impossibles, leur prochain match de qualification à la Coupe d'Afrique des nations prend plus des allures de fête de l'amitié.

Il existe un "nouveau climat" dans les relations avec le Maroc, a déclaré le ministre algérien des Affaires étrangères Mourad Medelci à la chaîne de télévision France 24, le mercredi 23 février. Il a précisé que les deux pays sont désireux d'insuffler une "nouvelle dynamique" aux accords de coopération bilatérale dans des domaines "sensibles" comme l'énergie et l'agriculture.

La veille, son homologue marocain des Affaires étrangères Taieb Fassi Fihri avait regretté les 17 années de fermeture de la frontière avec l'Algérie, estimant que les récents événements survenus dans le monde arabe faisaient apparaître clairement la nécessité économique et stratégique de l'Union du Maghreb arabe.

Les ministres des deux pays envisagent d'organiser trois réunions en mars pour discuter des initiatives conjointes. Mais l'Algérie et le Maroc se rencontreront également en mars pour une autre occasion, leur match de qualification à la Coupe d'Afrique des nations Orange 2012.

C'est un monde nouveau et étrange pour des adversaires autrefois acharnés.

Si tous les Verts veulent battre leurs visiteurs marocains le 27 mars à Annaba, ils reconnaissent aussi que les événements survenus entre l'Algérie et l'Égypte lors des qualifications au Mondial 2010 ne peuvent se répéter dans la confrontation entre l'Algérie et le Maroc, parce que les relations entre les deux peuples sont trop fortes pour être mises à mal par un match de football.

Pour le défenseur des Glasgow Rangers Madjid Bougherra, le prochain match contre l'équipe marocaine sera dans un sens semblable à la lutte pour la Coupe du monde entre l'Algérie et l'Égypte : "En tant que joueurs, nous



sommes parfaitement conscients que cette rencontre ne sera pas facile, dans la mesure où elle opposera deux très bonnes formations qui connaissent bien leurs jeux respectifs."

"Nous tentons de modifier l'image avec laquelle nous sommes rentrés du Mondial en Afrique du Sud", a expliqué le milieu de terrain Karim Ziani. "Nous sommes conscients de notre responsabilité. Nous connaissons parfaitement la force de la sélection nationale marocaine, mais nous sommes confiants dans la possibilité de remporter la victoire."

En Turquie, l'un des coéquipiers de Ziani au Kayserispor est Nouredine Amrabat, qui est aussi l'un des Lions de l'Atlas. "J'ai été ravi de jouer avec Amrabat, qui, sans rien d'étonnant à cela, est un homme très agréable, parce qu'il est marocain", a déclaré Ziani.

"Il m'a aidé à me familiariser avec ma nouvelle équipe, et j'espère que ce match contre lui en mars sera un exemple d'esprit sportif", a-t-il ajouté.

Pour Antar Yahia, le fait d'affronter le Maroc sera une seconde chance. Il avait rencontré les Marocains en quart de finale de la Coupe d'Afrique 2004 à Tunis.

"Je n'ai pas oublié notre disqualification

face à eux en Tunisie", a-t-il déclaré. "Nous ne devons pas oublier que cette rencontre du 27 mars sera décisive, et nous devons gagner. C'est un derby, et ce sera un match vivant."

"Les deux équipes se connaissent très bien et le jeu sera donc difficile", a-t-il ajouté.

L'attaquant Abdelkader Ghezzal, qui joue dans le club de Série A italienne de Bari, a souligné que les Verts et les Lions de l'Atlas "ont plusieurs dénominations communs".

"Nous avons un style de jeu similaire", a-t-il expliqué. Comme Yahia et Ziani, Ghezzal compte aussi des amis marocains.

"En particulier Hocine Kharja, qui joue actuellement pour l'Inter de Milan", a-t-il poursuivi. "Nous avons joué ensemble à Sienne et échangeons souvent des SMS pour parler du match à venir. Je lui ai dit récemment que je m'étais remis de ma blessure et que j'allais faire un retour en force pour mener l'Algérie à la victoire contre le Maroc", a-t-il ajouté en riant.

En ce qui le concerne, l'attaquant Rafik Djebbour a fait part de son plaisir de jouer aux côtés du Marocain Djauad



Suite Page 31

Algérie-Maroc : La diplomatie par le football (Suite et fin)

Zairi chez les Grecs de l'Olympiakos. Il a toutefois déclaré à Magharebia : "Les Marocains ne sont pas nos ennemis, mais ils seront eux aussi sur le terrain."

"Un match de football est une bataille qui doit être remportée", a dit Djebbour. "Mais le match contre le Maroc sera différent de celui contre l'Egypte, parce que nous parlons de peuples différents", a-t-il ajouté.

"Les Marocains sont nos proches, et nous entretenons de profondes relations fraternelles. Mais il est très important pour nous de remporter ce derby, parce que nous allons envoyer un message fort, à savoir que c'est nous qui souhaitons nous qualifier pour la Coupe d'Afrique", a-t-il conclu.

Dans le même esprit, Walid Mesloub, qui joue pour le club français du Havre, a déclaré : "Je parle beaucoup avec des amis marocains, et nous ne parlons de ce match que dans un contexte sportif."

"Il n'existe aucune tension entre nous. Au contraire, nous nous respectons énormément et nous ne laisserons pas filer les choses avec les Marocains comme cela a été le cas avec les Egyptiens", a-t-il ajouté.

tiens", a-t-il ajouté.

Au Maroc, nombreux sont les joueurs, les supporters et les entraîneurs à déclarer que la prochaine rencontre contre l'Algérie se déroulera dans une ambiance fraternelle, au vu des liens qui unissent les deux peuples.

L'ancien sélectionneur du Maroc, Badou Zaki, a expliqué que ce match sera un super derby entre deux équipes possédant une longue histoire dans le football africain, et qui ont toutes deux les mêmes chances de se qualifier.

Il a déclaré que le résultat du match dépendra probablement de la chance car les deux équipes jouent "pratiquement de la même manière". Il estime lui aussi improbable que les événements qui avaient entouré la qualification à la Coupe du monde entre l'Algérie et l'Egypte puissent se reproduire.

"Il n'est pas possible d'imaginer que cela se produise entre nos deux peuples, que ce soit entre les joueurs, les supporters ou les journalistes", a dit Zaki. "Personne n'a une telle haine de l'autre. Chacun est bien conscient qu'il s'agit de football et que c'est le meilleur qui l'em-

portera."

Hocine Kharja, du FC Inter Milan, a déclaré : "Ce sera une rencontre difficile." Mais il estime que les Lions de l'Atlas s'imposeront : "Nous avons une superbe équipe et un très bon entraîneur."

Pour les supporters marocains, les relations amicales entre les deux équipes prévaudront, quel que soit le vainqueur.

"Ce qui s'est passé entre l'Algérie et l'Egypte ne se produira jamais entre l'Algérie et le Maroc, parce que ce qui nous unit est bien plus fort que ce qui nous divise", a déclaré Omar à Magharebia. "Les Algériens sont nos frères, et nous ne serons pas abattus si nous perdons contre eux."

"Quel que soit le résultat, cela restera un match de football", a déclaré Taleb, un supporter marocain. "Je serai le premier supporter de l'équipe algérienne, tout comme nous l'avons été lors des qualificatifs au Mondial 2010, mais si l'inverse se produit, nous voulons que nos frères algériens nous soutiennent."

Par Abdou Tajeddine à Alger et Naoufel Cherkaoui à Rabat pour Magharebia

Viande Halal

Prix abordables!
Téléphonez au
(450) 588-3439

A 30 minutes de Montréal

ABATTOIR ZAMPINI INC.

Armando Zampini, Propriétaire
Chèvres - Moutons - Veaux - Lapins - Viande Chevaline - Canards

1425, L'Achigan Nord, L'Épiphanie
Autoroute 40 Est, (Sortie 108, puis tourner à gauche)

Annnonce gratuite

عقد الزواج

يسعد الجمعية الإسلامية للمسلم مونتريال ان تقدم للجنسية المغربية خاصة والإسلامية عامة خدمة إبرام عقد الزواج حسب الشريعة الإسلامية، و تعظيم الجمعية علما ان هذا العقد معترف به من طرف الحكومة المغربية و مصالح القنصلية العامة المغربية بمونتريال

تتميزه من المعلومات الرجاء الإتصال بالأخ عمر الطوان : مسجد نور الإسلام
(514) 325-7322
4675, Rue Amiens, Montréal-Nord, (Angle Amiens/Drapeau)

ACTE DE MARIAGE

L'Association Musulmane de Montréal-Nord est heureuse d'offrir à la Communauté Marocaine en particulier, et Musulmane en général, le service de délivrance de l'acte de mariage musulman

L'acte délivré est reconnu par le Gouvernement du Québec et par le Consulat Général du Maroc à Montréal.

Pour informations et rendez-vous
M. Omar : (514) 325-7322
Adresse : Mosquée Nour Al-Islam, 4675, Rue Amiens, Montréal-Nord
(Angle Amian/Drapeau)

Association Musulmane de Montréal Nord (AMMN)
<http://www.ammn.org>